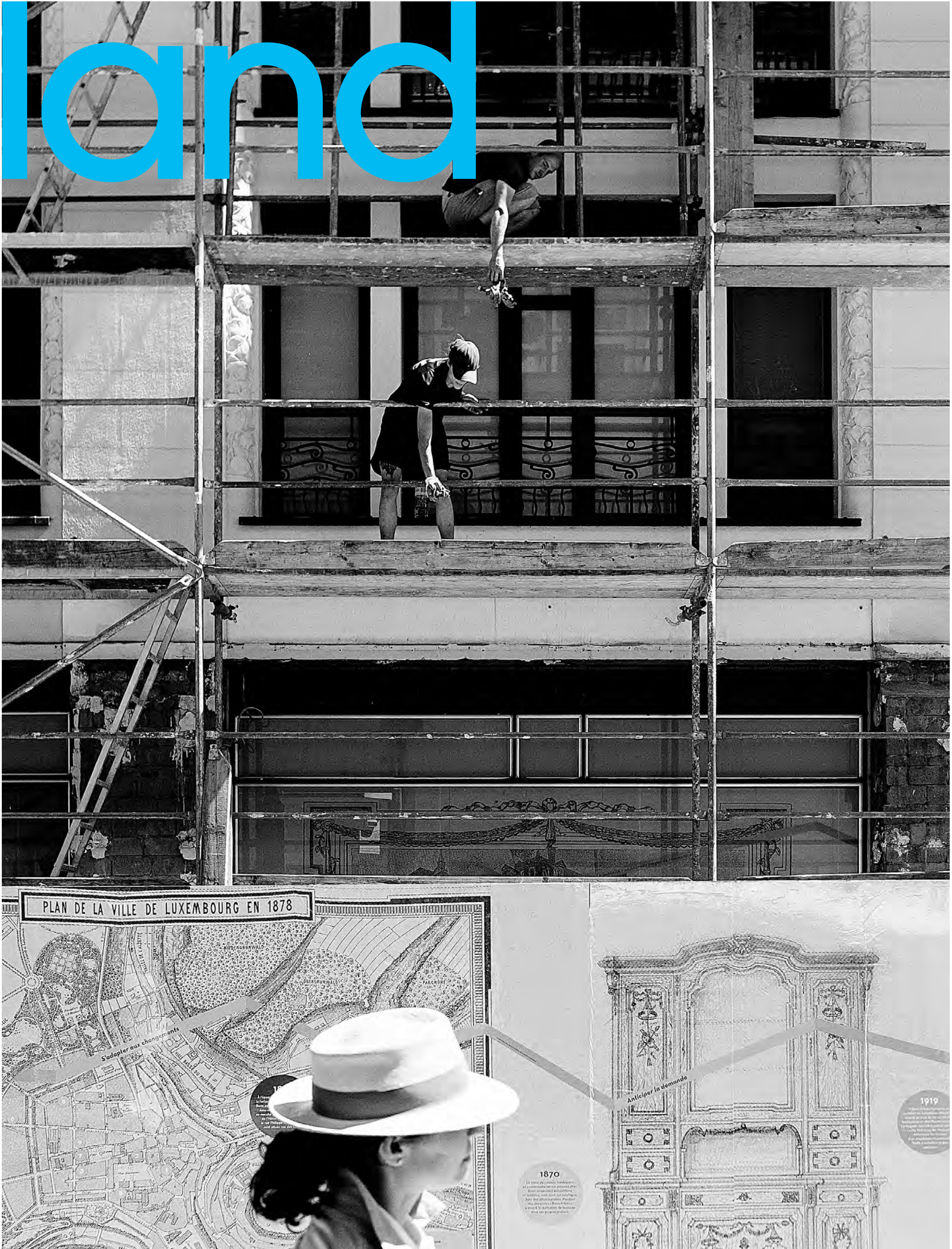




N°15 · 10.04.2026 · 73. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK Ils sont où, les camarades? Villerupt, qui compte plus de 80 pour cent de frontaliers, n'est plus un bastion de gauche. Une première depuis 1959. La nouvelle maire, Véronique Guillotin, est affiliée au centre-droit. S. 3	Lonely at the Top Jean-Claude Juncker appelle à convoquer une Tripartite. Le « capitaine » Frieden n'en est pas fan S. 6	Soft power vs hard politics Derrière l'impérialisme de Donald Trump, l'International Visitor Leadership Program américain essaie « d'entretenir une compréhension mutuelle du monde » dans une dynamique « people to people » S. 7	WIRTSCHAFT Das Mindeste Jeder sechste lohnabhängig Beschäftigte arbeitet für den Mindestlohn. Vor allem den unqualifizierten S. 12 Foto: Sven Becker	FEUILLETON Markenstadt an der Saar In Mettlach entwickelt Villeroy & Boch gemeinsam mit der Stadtverwaltung ehemalige Industrieflächen. Auch die Konzernhistorie im neu eröffneten Firmenmuseum bleibt Chefsache S. 15
---	--	--	--	---

26015

5 453000 174663

6,50 €

LEITARTIKEL

Global verengt

III Stéphanie Majerus

„Eng vun den Haaptkonsequenzen fir Europa vun dësem Krich spiere mer all“, begann das „Journal“ von *RTL-Télé* vergangenen Freitag. „Den Diesel kascht elo schon zanter e puer Wochen iwwer zwee Euro de Liter“, fährt die *RTL*-Nachrichtensprecherin fort. „Ich glaube, was die Leute gerade beeindruckt, sind die Preisexplosionen – der Krieg findet an unseren Tankstellen statt“, analysiert zehn Minuten später Jean-Claude Juncker (CSV) in einem Interview. Wie es auf dem Lebensmittelmarkt weitergehen werde, sei kaum Thema (auch nicht eine mögliche Wirtschaftskrise).

Am Wochenende legte das *Tageblatt* mit einer Recherche über die Innenansicht einer Tankstelle nach. „Et ass eng gelugnen Situatioun“, erläuterte ein Tankstellenbesitzer aus Rümelingen. Wegen des neuen Rekordpreises würden einige „wie die Wilden“ tanken. Vor allem ältere Personen, die noch in Franken rechnen, würden den Preisanstieg wahrnehmen. „Choqués lors du passage à la pompe“, titelte *L'Essentiel* am Dienstagmorgen. Und *RTL* am Dienstagabend „d'Energiepräisser klammen an d'Leit si besuergt“; bebildert wird der Beitrag mit einer Hand, die ein Zapfventil hält. Erst an diesem Mittwoch analysierte RTL mögliche systemische Auswirkungen für den Transportsektor.

Die Teuerungen an den Tankstellen belasten Geringverdiener, Großfamilien oder Grenzgänger aus Metz, Habay oder Prüm ungleich schärfer. Sie haben Gründe, die Preisschwankungen an der Zapfsäule näher zu verfolgen. Dass der Eindruck entsteht, die Sorgen der Einwohner und Arbeitnehmer Luxemburgs würden nicht weiter reichen als die nächste Tankstelle, ist jedoch eine Verengung, die herbeigefilmt und -geschrieben wird. Eine Verengung, die auch schon die Kammer bemühte. Drei Wochen nach dem Beginn des Ukrainekriegs, als Putins Truppen fünfzehn Kilometer vor Kiew standen, sagte der damalige CSV-Oppositionsabgeordneter Gilles Roth in einer Debatte über den Anstieg der Energiepreise: Die Leute hätten genug von den Staus „an den Tankstellen“. Sie bräuchten „keine Geopolitik“, sondern „Alltags- und Praxispolitik“.

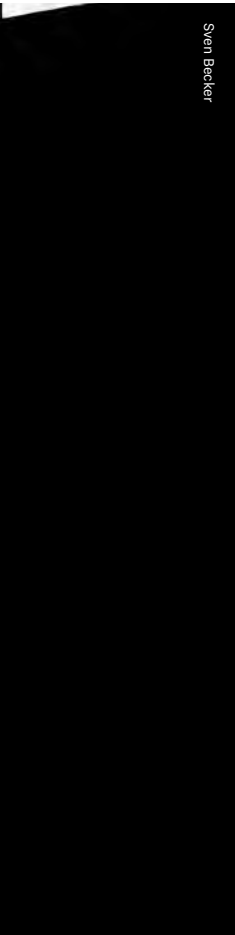
Energiepolitisch geriet Westeuropa Ende der 1950er-Jahre in ein neues Zeitalter. Man glitt in die existenzielle Abhängigkeit von fremder Energie aus Saudi-Arabien und Iran – im Tankklaster sauber angeliefert, von dort, wo Öllecks Wasser vergiften und brennende Erdgasfackeln die Luft verpesteten. Ein Netz aus Ölleitungen verstrickt internationale Wirtschaftskörper – unterirdisch unsichtbar, oder oberirdisch versteckt. Gut sichtbar hingegen wird das Tanken zum Kultakt der Nachkriegsgesellschaft. Aral, Q8, Shell, Total – Markenlogos leuchten in Martelingen, Weiswampach und Esch/Alzette. Tankstellen avancierten zu Symbolen von Freiheit und Fortschritt, wie es der Historiker Harald Jähner in seinen Studien nachzeichnet.

Aber die Reduzierung des Konflikts auf seine Auswirkungen für Autofahrer – auf die hierzulande haptische Dimension des Ölhandels – führte zu ersten Ermüdungserscheinungen. Auch innerhalb der CSV. Bei deren Parteikongress vor drei Wochen sagte der Fraktionschef Laurent Zeimet: „Et ass awer en egozentresche Bléck op ee Konflikt, deen d'Lag vun der Zäit an den nächste Jore wäert beaflossen.“ Am 19. März sei zudem in Iran der 19-jährige Sportler Saleh Mohammed erhängt worden, weil er gegen das Regime protestiert hatte; das sei aber kaum thematisiert worden, da man damit beschäftigt gewesen sei, über Ölpreise zu berichten, führte Zeimet aus. Medien berichten über das, was ihr Publikum unmittelbar betrifft, das ist normal. Mittlerweile aber zeigen medienwissenschaftliche Studien, dass die Berichterstattung über Länder, die nicht zur westlichen Machtachse zählen, zumindest im deutschsprachigen Raum ab- und nicht zunimmt. Der iranisch-deutsche Autor Navid Kermani kommentierte das vor einem Jahr im *Land* mit: „Es scheint, je enger die globalen Verflechtungen werden, desto provinzieller wird unser Denken.“ ●



Politi





Sven Becker



ik



La nouvelle maire
Véronique Guillotin
et son prédécesseur
Pierrick Spizak,
mercredi, à Villerupt

Ils sont où, les camarades ?

IIII Erwan Nonet

Villerupt, qui compte plus de 80 pour cent de frontaliers, n'est plus un bastion de gauche. La nouvelle maire, Véronique Guillotin (centre-droit) vient de mettre fin à une histoire qui avait débuté en 1959

Le 24 avril 1966 est un jour pluvieux, mais historique pour le Pays Haut. Le nord lorrain accueille en grande pompe Alexeï Leonov, membre du tout premier corps de cosmonautes soviétiques aux côtés de Youri Gagarine, notamment. Un an plus tôt, Leonov sortait douze minutes de la capsule Voskhod 2 pour flotter dans l'espace, devenant le premier homme à effectuer une sortie extravéhiculaire. À ce moment-là, sous lui, c'est la Guerre froide. Les Américains sont empêtrés au Vietnam et interviennent en République dominicaine pour renverser un président trop à gauche (Juan Bosch). On se dit que le monde n'a pas tant changé que cela. Sauf que le téléphone rouge entre Moscou et le bassin minier était alors en ligne directe. Accompagné de deux généraux, deux secrétaires d'ambassade et plusieurs interprètes, Leonov est venu saluer les maires et les ouvriers communistes de Longuyon, Longlaville, Audun-le-Tiche, Villerupt, Réhon, Auboué, Trieux et Valleroy. À Villerupt, le « Piéton de l'espace » est fait citoyen d'honneur. Sur le livre d'or, au-dessus de sa signature, il dessine une colombe. Leonov était aussi un artiste reconnu.

Lors de la venue du héros russe, Villerupt vit au rythme des changements de postes des 4 500 employés de l'usine Sidelor, située juste à côté à Micheville. Les mines et les carrières d'où l'on extrait la minette commencent, elles, à décliner. La population locale n'est pas suffisante pour faire tourner la demi-douzaine de hauts fourneaux, l'aciérie, les trains de laminaires, la cokerie, la centrale à gaz et les ateliers attenants. La main-d'œuvre vient aussi d'Italie, de Pologne et du Maghreb. La ville compte alors quinze mille habitants, un tiers de plus qu'aujourd'hui. Les aciéries cesseront leur activité en 1971 et l'usine en 1974. Les laminaires tiendront jusqu'en 1986. Aujourd'hui, Micheville est une vaste friche qui se transforme en suivant l'exemple de Belval, juste de l'autre côté de la frontière.

À la suite des élections de 1959, pour la première fois, Villerupt est dirigée par un maire communiste : Armand Sacconi. Elle devient alors un bastion de Gauche, tenu sans interruption par des élus rouges et socialistes pendant 67 ans. Le 15 mars dernier, aux élections municipales, la centriste Véronique Guillotin (63 ans) obtient 264 voix de plus que le maire communiste sortant, Pierrick Spizak (38 ans). À l'échelle locale, c'est un petit séisme. À l'échelle nationale, Villerupt est un énième exemple du délitement de la gauche dans des terres où elle a été longtemps hégémonique. Au contraire d'Amnéville ou Val de Briey, Villerupt a échappé à l'extrême droite, qui n'est pas parvenue à bâtir une liste.

Comme partout en France, l'abstention a été massive : près d'un électeur sur deux n'a pas remis de bulletin dans l'urne. Pierrick Spizak y voit une cause essentielle de son échec. « Nous avons cinq cents voix de moins qu'en 2021, mais on ne les perd pas au profit de Mme Guillotin. C'est l'abstentionnisme qui nous coûte cher. » L'agent éducatif de nuit dans un foyer de la protection de l'enfance à Longwy soutient que beaucoup de personnes sont venues lui dire ne pas s'être déplacées, persuadées qu'il allait être réélu dans un fauteuil. « Certains m'ont même dit qu'ils pensaient qu'il y aurait un deuxième tour », soupire-t-il face au *Land*. Mais lorsqu'il n'y a que deux listes en concurrence, à moins d'une improbable égalité parfaite, la majorité absolue est forcément atteinte dès le premier tour. Rétrospectivement, le trentenaire regrette d'avoir mené

« une campagne à l'ancienne, avec un tract et une vidéo sur les réseaux sociaux ».

En face, Véronique Guillotin a été nettement plus réactive. Pour sa troisième candidature après 2008 et 2014 (en 2020, c'est son mari qui s'y était collé), la médecin généraliste explique au *Land* avoir misé sur « une vraie campagne de terrain », avec des tractages réguliers et une grosse présence sur les réseaux sociaux.

Véronique Guillotin est une notable à l'ancrage local indéniable. Sa famille est présente depuis longtemps dans la vie associative de Villerupt, notamment dans le club de judo. Elle même est ceinture noire, « entre le troisième et le quatrième dan ». De son nom de jeune fille Véronique Ottaviani, elle est née à Villerupt d'un père ouvrier issu de l'immigration italienne et d'une mère commerçante d'origine polonaise. La nouvelle maire y a passé presque toute sa vie : après ses études de médecine à Nancy, elle est revenue dans la commune, presque un désert médical, pour y exercer pendant trente ans. Elle a ensuite occupé les postes de responsable de l'hospitalisation à domicile et de présidente de la commission médicale d'établissement à l'hôpital de Mont-Saint-Martin.

La nouvelle maire a débuté en politique à 55 ans, en 2007, en se laissant convaincre par Édouard Jacque, alors maire UMP de Longwy, de rejoindre sa liste en tant que suppléante pour les élections sénatoriales. Un an plus tôt, Jacque avait fait basculer Longwy à droite. En 2008, Véronique Guillotin est élue au conseil municipal de Villerupt sous l'étiquette du Mouvement radical (devenu Parti radical aujourd'hui), affilié au centre-droit. « J'adhère à ces valeurs sociales, pro-européennes et à l'idée d'un libéralisme contrôlé », explique-t-elle en reconnaissant une proximité d'esprit avec Xavier Bettel et le DP luxembourgeois. Elle porte l'ancien président de son parti, Jean-Louis Borloo, en haute estime. Entre 2000 et 2010, il était une personnalité qui comptait en France, portant plusieurs portefeuilles ministériels importants (dont ceux de la Ville ou de l'Environnement), dans des gouvernements de centre-droit.

Véronique Guillotin a acquis une réelle envergure politique en étant élue au conseil régional depuis 2016, puis au Sénat depuis 2017 (sur une liste d'union avec des Républicains). Lors de son dernier mandat, elle était vice-présidente de la commission des Affaires sociales. Mercredi soir, elle repartait d'ailleurs à Paris pour finaliser son déménagement. « J'ai sous-estimé le côté émotionnel que représente mon départ du Sénat », avoue-t-elle. « J'ai énormément appris à Paris et je laisse des collaborateurs qui vont devoir retrouver un travail, puisque mon successeur, qui n'est pas du même parti (Pierre Boileau, maire de Ludres, est LR, ndr) viendra avec les siens. »

Et puis, passer des ors du Palais du Luxembourg à la mairie décatie de Villerupt est en soi un grand écart. Au niveau du décorum, c'est certain, mais aussi sur le plan financier. « Je vais faire valoir mes droits à la retraite pour compenser », dit-elle. Une des premières décisions du nouveau conseil municipal a été d'augmenter les indemnités des élus d'environ 700 euros pour la maire et 270 euros pour les adjoints. L'opposition n'a pas manqué de s'en émouvoir.

[...]

[Suite de la page 3]

Le changement de couleur à Villerupt doit beaucoup au fait que la commune n'est simplement plus la même qu'il y a trente ans. Les frontaliers qui viennent travailler au Luxembourg ont remplacé les ouvriers de la sidérurgie. Plus de 80 pour cent des actifs traversent la frontière pour rejoindre leur emploi. Cette recomposition sociale n'a pourtant pas bouleversé la structuration socioprofessionnelle de la commune. Villerupt reste très marquée par les classes populaires. La part d'ouvriers (37,5 %) y est nettement supérieure à la moyenne nationale française (24,8 %). Celle des cadres (5,4 %) est deux fois moins élevée (11 %). Malgré la proximité du Luxembourg, le taux de pauvreté est de 22 pour cent (en 2021), bien supérieur à la moyenne du Grand Est (15,1 %). Il monte à 25 pour cent chez les moins de trente ans et à 32,5 pour cent chez les locataires. Le taux de familles monoparentales y est presque le double de celui constaté en France (19,1 % contre 11,6 %). Malgré les salaires luxembourgeois, Villerupt est donc loin de s'être embourgeoisée. « Beaucoup de personnes font les métiers difficiles. Nos habitants sont souvent les prolétaires du Luxembourg », relève Pierrick Spizak.

Villerupt entretient avec son pays voisin une relation paradoxale. Véronique Guillotin assure que le Luxembourg est « une chance pour les habitants qui y trouvent un emploi bien payé », mais reconnaît aussi « un revers de la médaille qui n'est pas facile à gérer ». Elle parle notamment d'une « économie dépendante » et d'« une population fracturée ». De fait, Villerupt est une des villes les plus inégalitaires de France, selon l'INSEE.

Véronique Guillotin regrette, par exemple, que l'intégration des nouveaux arrivants soit plus difficile qu'auparavant. « Du temps de mes parents, on pouvait s'élever de son milieu social en une génération. Je ne suis pas persuadée que ce soit encore le cas aujourd'hui. » La communauté portugaise, notamment, souffre de cette situation jusqu'à en être stigmatisée. Elle était d'ailleurs un enjeu de campagne, Véronique Guillotin a fait traduire certains de ses tracts en portugais. Dans certaines écoles du bas de la ville, les élèves qui ne parlent pas français peuvent représenter jusqu'à 80 pour cent des classes. Ce sont en grande majorité des lusophones.

Sur ce point, Pierrick Spizak la rejoint. Le lien social s'est distendu à Villerupt : « Dans le temps, les ouvriers étaient très soudés. Ils travaillaient au même endroit, parlaient en

vacances ensemble grâce à l'UMO (Union mutualiste des ouvriers)... Maintenant, avec plus de 80 pour cent de personnes qui ne travaillent pas dans la commune, plus personne ne se connaît et cette solidarité qui nous portait auparavant tend à disparaître ».

L'influence du Luxembourg a également causé un encherissement brutal du logement. « Un appartement d'une chambre coûte plus cher à Villerupt qu'à Thionville, Metz, Nancy ou Strasbourg », relève Pierrick Spizak. La commune a beau profiter de l'Opération nationale Alzette-Belval, par laquelle l'État prend en main une partie de l'urbanisme et de la construction de logements dans des quartiers prioritaires, celle-ci ne fait qu'accroître les inégalités entre ceux qui sont frontaliers et ceux qui travaillent en France. « Les logements qui vont sortir de terre seront vendus entre 4 000 et 4 500 euros hors taxes le mètre carré. Une maison de cent mètres carrés coûtera 500 000 euros. Un couple de fonctionnaires ne peut pratiquement plus acheter à Villerupt... Seuls les frontaliers correctement payés peuvent se le permettre », regrette Pierrick Spizak.

En 2025, la Cour des comptes de la région Grand Est a démontré que, dans la communauté de communes Pays Haut-Val d'Alzette, les loyers d'appartements ont augmenté de 68 pour cent. Dans le même temps, les prix de vente progressaient de 117 pour cent pour les maisons et 164 pour cent pour les appartements, avec « des niveaux de prix trois à cinq fois supérieurs au territoire français de comparaison », c'est à dire sans influence frontalière.

Sur ce même territoire, l'Agape a relevé que trente pour cent des transactions immobilières étaient réalisées par des résidents luxembourgeois. Ce constat renforce l'idée que le Luxembourg participe à la désintégration sociale de territoires dont il a pourtant absolument besoin pour loger une main-d'œuvre qui ne trouve pas de logements chez lui.

Véronique Guillotin n'a, en tout cas, pas l'intention de venir demander de l'aide au Grand-Duché. Si ses prédécesseurs à Villerupt ont toujours défendu le principe de la rétrocession fiscale, elle confirme le clivage gauche/droite sur ce point en soutenant ne pas y être favorable. Alors que ce système permettrait de reverser aux communes françaises une partie de l'impôt payé par les frontaliers au Luxembourg, elle préfère « rester dans le consensus ». Les trois axes qu'elle souhaite développer au cours de son mandat seront plutôt :

Les usines du Luxembourg ont remplacé celle de Micheville : 37 pour cent des frontaliers de Villerupt sont des ouvriers

« Créer une maison de santé, travailler sur les questions de propreté et de salubrité et armer la police municipale. »

Quant au parti communiste, son renvoi dans l'opposition lui impose de reconsidérer sa position, finalement pas si forte que cela. Ces dernières années, le nombre d'adhérents a fondu et peu sont réellement actifs. Beaucoup sont très âgés. Certains, toujours très engagés, vivent en maison de retraite. Le local du parti, devenu trop grand, sera prochainement vendu et remplacé par un nouveau, plus adapté à ses besoins. « Nous devons repartir sur un travail de militants, pour reconstruire une base solide et remplacer les anciens », soutient Pierrick Spizak. « Finalement, peut-être que cette défaite est un mal nécessaire. Elle nous force à réfléchir pour repenser ce que nous sommes. » Lui, en tout cas, a décidé de tourner la page. Il ne se représentera plus. Son ambition, à court terme, est de trouver un nouveau travail. Et pourquoi pas au Luxembourg. « J'avais choisi de travailler de nuit pour pouvoir être à la mairie la journée, mais ça n'a plus de sens maintenant. Au moins, je vais pouvoir être plus présent auprès de ma femme et de mon petit garçon ».

À Villerupt, une page s'est bel et bien tournée. ●



B L O G

P O L I T I K



172 Seeleute

Das nationale Amt für Seeverkehr teilte dem *Land* auf Nachfrage mit, dass derzeit sieben Schiffe unter luxemburgischer Flagge in der Golfregion unterwegs sind, aber keines davon in der Straße von Hormus blockiert ist. Es handele sich um „Spezialschiffe, die insbesondere im Bereich Konstruktion oder Versorgung von Offshore-Plattformen tätig sind“, heißt es von den Beamten. Aufgrund der angespannten Situation im Mittleren Osten befänden sich die Schiffe mit ihren insgesamt 172 Seeleuten jedoch größtenteils

im „stand-by“. Ein Viertel der Crews sind Europäer, von den Nicht-Europäern machen Philippinos den größten Anteil aus. Das Kommissariat für Maritime Angelegenheiten steht im Austausch mit den Betreibern der betroffenen Schiffe, um die Situation zu beobachten. Laut dem Schweizer *SRF* sitzen aktuell 20 000 Seeleute in der Straße von Hormus fest. SM

I N T E R N E T

Digitaler Schutz

Charel Schmit, „Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher“ (Okaju), bedauerte in einer Pressemitteilung, dass seit dem 3. April „digitale Plattformen in der Europäischen Union“ pädokriminelle Inhalte „nicht mehr automatisch erkennen“. Das Risiko sei „erheblich“, dass nun der

Kinderschutz im Internet „beeinträchtigt wird“. 2021 wurde die sogenannte Chatkontrolle-Ausnahmeregelung eingeführt, die es privaten Internetplattformen ermöglichte, in privaten Kommunikationen nach Material zu suchen, das sexuellen Missbrauch an Kindern betrifft, und es an die zuständigen Behörden weiterzuleiten. Aber viele Bürgerrechtler, Juristen und Wissenschaftler sahen die Pläne der EU-Kommission zur Chatkontrolle kritisch. So konnten US-Firmen auf freiwilliger Basis private Kommunikationskanäle durchsuchen. Sie warnen, eine Ausweitung der Chatkontrolle käme einer Zensurinfrastruktur gefährlich nahe und könnte schon bald ohne viel Aufwand auch für andere Überwachungen genutzt werden – bis hin zur Kontrolle von politischen Oppositionellen.

Der Abgeordnete Sven Clement (Piraten) äußerte am Mittwoch ähnliche Vorbehalte gegenüber dem

Wort. Die EU-Vorschläge zur Chatkontrolle seien „ein grober Angriff auf unsere Privatsphäre und eine massive Einschränkung unserer Grundrechte“. Der Jurist und ehemalige Abgeordnete der deutschen Piratenpartei Patrick Breyer informiert auf seinem Blog, dass öffentliche Beiträge in sozialen Medien und Dateien in Cloud-Speichern weiterhin gescannt werden könnten. Es sei nun an rechtmäßig befugten Behörden, proaktiv Foren zu durchsuchen und Apps zu fordern, die ihre Nutzer schützen, indem sie beispielsweise ungewollten Kontakt zu Fremden besser blockieren. SM

W I R T S C H A F T

Asymétrie

La famille Mittal fait payer deux fois son siège au Luxembourg. Une première fois en vendant à l'État (via la BCEE) pour cent millions

d'euros sa passoire énergétique avenue de la Liberté. Une deuxième fois en lui cédant, pour 273 millions d'euros, la moitié de son futur immeuble du Kirchberg (voir plus bas) parce qu'elle n'arrive pas à louer les espaces prévus à cet effet. Ces presque 400 millions d'euros seraient le prix à payer pour ne pas voir le symbole de l'industrie luxembourgeoise quitter sa terre natale (mais où irait ArcelorMittal se demande-t-on néanmoins ?). Le *New York Times* informe ce jeudi qu'ArcelorMittal donne pour 37 millions de dollars d'acier à l'administration Trump afin de bâtir le *Ballroom* désiré pour les agapes de la présidence américaine, Donald Trump jugeant l'aile Est de la Maison Blanche trop exiguë. À l'instar des élections américaines, les travaux (estimés à 300 millions de dollars) sont financés par des donations. Une manière de s'attirer les faveurs du président américain dont Lakshmi Mittal a régulièrement vanté l'action, notamment contre les exportations chinoises. Voilà qu'il chercherait à se faciliter l'accès au marché américain. Selon le *New York Times*, l'acier utilisé proviendrait d'Union européenne (provoquant des grincements dans la sidérurgie locale). Les deux filiales d'ArcelorMittal aux États-Unis produisent surtout des pièces pour l'industrie automobile. ArcelorMittal se mure dans le silence à ce sujet, « double-parked in a no comment zone », comme disait un ancien porte-parole de la Maison Blanche. ^{PSO}

U N I V E R S I T Ä T



Zwei Führungspersonen

In den letzten zehn Jahren (2016–2025) wurden an der Universität Luxemburg 23 Transaktionen im Rahmen von arbeitsrechtlichen Streitigkeiten mit Mitarbeitern abgeschlossen, die einen Gesamtbetrag von 1 006 210 Euro ausmachen. Auf eine parlamentarische Anfrage der LSAP-Abgeordneten Liz Braz erläuterte die DP-Hochschulministerin Stéphanie Obertin (Foto: sb), dass zwei dieser Fälle Führungspersonen betrafen, die zuvor vom Conseil de gouvernance ernannt worden waren. 12 Personen stammen aus der zentralen Verwaltung und fünf aus der Fakultät für Wissenschaft, Technologie und Medizin. SM

« Les règles du jeu »

IIII Bernard Thomas

« Au bout de cinquante ans, il y a un certain rodage », dit Michel Wurth à propos de la dernière tripartite sidérurgie. Le notable patronal livre au passage un petit mode d'emploi du dialogue social. Il faudrait d'abord faire preuve d'« un grand respect » envers les représentants du personnel, qui siègent également au CA d'ArcelorMittal Luxembourg (« déi al Arbed »), que Wurth préside. Il ne faudrait ensuite pas oublier qu'on a « un rôle à jouer » : « Il n'y a donc pas les bons d'un côté et les méchants de l'autre ». Bref, il faudrait connaître et respecter « les règles du jeu ». Enfin, il ne faudrait « pas nier les réalités [économiques] ». Les négociations au sein de la tripartite sidérurgie ont commencé en octobre dernier ; elles viennent de se conclure le 20 mars. Après Lux2006, Lux2011, Lux2016, Lux2025, voici donc Lux2029.

ArcelorMittal s'engage à investir entre 290,5 et 334,5 millions d'euros dans ses sites luxembourgeois. Le grand enjeu, c'est le « Train 2 » de Belval, qui avait été le premier laminoir de palplanches au monde. Sa modernisation serait

« actuellement en phase d'exploration préliminaire », note le communiqué officiel, cosigné par le gouvernement, ArcelorMittal et les syndicats. Le négociateur côté LCGB, Robert Fornieri, y voit « le projet phare qui pourrait décider de l'avenir de la sidérurgie luxembourgeoise ». Car le futur « Train 2 » devrait également être approvisionné par l'aciérie de Differdange.

Les syndicats ne se réjouissent pas pour autant. Car Lux2029 est aussi (voire surtout) un plan de restructuration. Environ 300 salariés (sur un total de 3 520) feront partie de ce que le communiqué tripartite désigne comme « effectif excédentaire ». Il s'agit surtout d'employés du siège, boulevard d'Avranches. Dans *Paperjam*, Valérie Massin, la « country head » du groupe, évoque pudiquement une « optimisation des activités administratives » : « Nous évaluons ce qu'il serait possible de faire en matière d'automatisation, de digitalisation et de robotisation. » Sans oublier une « consolidation » (en Pologne et en Inde). Le parapluie social, financé en par-

tie par l'État luxembourgeois, s'appliquera, de nouveau. Certains salariés partiront en préretraite, d'autres seront transférés en interne ou mis en chômage partiel.

« Le Luxembourg restera le siège social d'Arcelor Mittal, la construction du nouveau bâtiment [avenue Kennedy] se poursuivant à un rythme soutenu », veut rassurer le communiqué officiel, omettant de préciser que l'État occupera et financera la moitié (273,5 millions d'euros) du building K22 qui s'avère trop grand pour les besoins de la multinationale. (Les plans avaient été dévoilés en 2017, le chantier devait s'achever en 2021 selon le calendrier initial.) Ces quinze dernières années, le nombre de salariés d'ArcelorMittal a été divisé par deux. En 2010, le sidérurgiste occupait la première place au palmarès des principaux employeurs, concocté par le Statec. Il y figure désormais en huitième position. Le tissu sidérurgique s'est rétréci comme peau de chagrin. L'usine de Schifflange a fermé (en 2012), tout comme la Léierbud de Differdange (en 2014) et la tréfilerie

de Bettembourg (en 2016). L'usine de Dudelange a été vendue en 2019 à Liberty Steel, avant de plier fin 2024. Le groupe se consolide autour des usines Belval (mille salariés) et de Differdange (800 salariés), avec leurs produits à forte valeur ajoutée que sont les palplanches et « les plus grandes poutrelles du monde ».

Le site de Rodange résiste tant bien que mal : 200 salariés continuent à y produire des rails, avec de l'acier fourni par Belval. La tréfilerie de Bissen (l'ancienne « Neelfabrik ») reste l'éternel malade du groupe. Sa production de fils de palissage (pour la viticulture) et de fibres métalliques (pour la construction) est exposée à la concurrence internationale. Michel Wurth évoque « un défi sérieux » pour y insuffler « une dynamique positive ». Quant à l'atelier mécanique de Dommeldange (28 salariés), il devrait déménager dans les quatre prochaines années vers Differdange, explique Robert Fornieri. Cela devrait libérer une autre friche : quinze hectares situés en pleine capitale. ●



Sozialronn 1 : Luc Frieden attend les partenaires sociaux, le 9 juillet 2025

Lonely at the Top

|||| Bernard Thomas

Jean-Claude Juncker appelle à convoquer une Tripartite. Le « capitaine » Frieden n'en est guère fan

Ce n'est pas le moment de convoquer une Tripartite, telle est l'actuelle consigne gouvernementale. L'aversion de Luc Frieden pour la mécanique néocorporatiste, qu'il maîtrise mal, est avérée et documentée. Jean-Claude Juncker se fait donc un malin plaisir, et appelle à « eng breet ugeluechten Tripartite ». Il faudrait y discuter de la « crise globale » et des « problèmes faits maison » (dont le logement), lance-t-il en pleines vacances de Pâques sur *RTL-Télé*. Le temps serait venu de se concentrer sur « ses propres forces » et de reconstituer « un front uni » : « Un petit pays est petit, surtout dans la crise », déclare l'oracle de Capellen.

Fin mars, en marge du congrès CSV, Gilles Roth a déjà failli prononcer le mot que Luc Frieden ne veut pas (encore) entendre. Face à la caméra de *RTL*, le ministre des Finances s'engageait à protéger « eis sozial Kohäsioun » face à la flambée des prix du pétrole : « Pour moi, pour le gouvernement, il est évident de le faire dans le dialogue social, et là il existe les instruments qui sont bien connus [*hinlänglech bekannt*] ».

Luc Frieden est attaché au protocole et à l'apparat du pouvoir. Le prochain état de la nation (prévu le 19 mai) sera le moment idéal pour se présenter de nouveau comme « le capitaine ». (Surtout après le spectaculaire sabordage de l'édition 2025 de son discours devant le Parlement.) D'ici là, une Tripartite paraît hautement improbable. Depuis deux ans et demi, le Premier ministre n'a eu de cesse d'afficher sa conception verticale du pouvoir, en martelant que « le dialogue n'implique pas nécessairement une co-décision » et que la Tripartite était exclusivement

« un instrument de crise ». L'accord de coalition stipule qu'elle doit être convoquée « en cas de déclenchement de plusieurs tranches d'indexation par an ». Or, rappelle le ministère ce mercredi au *Land*, « cette condition n'est pas donnée actuellement ».

Plutôt qu'un instrument de pilotage, la Tripartite apparaît dès lors comme un mécanisme que le gouvernement subit, avec le Stateg en maître des horloges du calendrier politique. La prochaine tranche indiciaire tombera « au cours du deuxième trimestre 2026 » (c'est-à-dire en mai ou juin), confirme l'institut de statistiques cette semaine dans un communiqué. La question politique est de savoir si une seconde tranche suivra au cours de l'année. Le fragile cessez-le-feu entre l'Iran et les États-Unis devrait a priori offrir deux semaines de répit économique, bien qu'au Liban, les bombes israéliennes continuent de tomber. *Wort.lu* titre ce mercredi : « Luc Frieden begrüßt, dass 'die Welt nicht in Flammen steht' ». Bienvenue dans le *new normal*.

Les responsables politiques, patronaux et syndicaux auraient intérêt à cultiver « une bonne relation personnelle » pour être prêts « wann et eng Kéier kraacht », avait mis en garde Jean-Claude Juncker, en novembre dernier lors d'une conférence en hommage à son binôme syndical John Castegnaro. Il aurait téléphoné presque tous les dimanches avec « Casteg », préparant les réunions officielles dans le moindre détail, jusqu'aux interruptions de séance, qui « paraissaient spontanées mais étaient en fait planifiées dès le début ». Luc Frieden s'est, quant à lui, toujours senti mal à l'aise dans le cadre

tripartite. Il continue à se méfier des syndicats, avec lesquels il n'a jamais réussi à établir une véritable relation de travail, et encore moins une relation de confiance.

Marc Spautz était présenté comme le ministre qui savait parler aux syndicats. Mais en mettant Nora Back et Patrick Dury devant le fait accompli sur le salaire social minimum, il a dilapidé en cent jours chrono son capital politique. La rapidité et l'unilatéralisme avec lesquels ce dossier sensible a été évacué laissent perplexes, d'autant plus que cette précipitation n'était justifiée par aucune urgence objective. Au sein de la coalition, le principe de l'ajustement biennal n'était pas sérieusement contesté (à condition qu'il soit compensé). Le seul à l'avoir fait publiquement était Laurent Mosar. Dans une interview récente au *Tageblatt*, Marc Spautz a pourtant présenté le député CSV comme un épouvantail : « Und ein Politiker hat sich zumindest öffentlich bereits sehr kritisch geäußert. Ich bin nicht unbedingt der gleichen Meinung, jedoch braucht es halt genug Stimmen im Parlament. »

Il aurait peut-être été plus sage d'attendre. Le gouvernement aurait pu intégrer la question du salaire minimum dans un contexte tripartite plus large, et en faire un levier de négociation pour un *package* global. (Ce scénario avait d'ailleurs été brièvement soulevé au sein de la fraction libérale.) Dans le pire des cas, c'est-à-dire si aucun accord n'avait été trouvé dans ce cadre, le résultat aurait été sensiblement identique à celui d'aujourd'hui. Mais ce n'est pas l'approche retenue par le gouvernement. Le jeudi 26 mars, Gilles Roth rassurait encore dans l'émission « Kloertext », en invoquant le « modèle social » : « Si chacun met un peu d'eau dans son vin, on va y arriver entre adultes responsables ici au Luxembourg ». Le lendemain, le conseil de gouvernement arrêta formellement qu'au-delà des automatismes légaux, il n'y aurait pas de hausse du salaire minimum. Luc Frieden a préféré tourner la page au plus vite. C'était le bon moment de crever l'abcès : Juste après sa confirmation à la présidence du CSV, mais encore assez éloigné de son discours sur l'état de la nation, et surtout la veille des vacances de Pâques.

Une Tripartite est toujours coûteuse. Mais si, demain, le gouvernement devait convaincre Nora Back et Patrick Dury de retourner à la table des négociations, voire d'y accepter un accord, il devrait payer un prix très élevé. L'agenda Friedenien, maladroitement appliqué par Georges Mischo, a soudé l'OGBL et le LCGB dans une communauté de destin, les poussant hors du syndicalisme « assis » et institutionnalisé, vers une stratégie de la confrontation. Il paraît presque impensable qu'ils acceptent aujourd'hui la moindre manipulation de l'index.

L'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) s'est, elle aussi, radicalisée sous la présidence de Michel Reckinger. Le PDG d'une entreprise de chauffage-sanitaire a tendance à prendre les choses personnellement. Ceci l'amène à commettre des gaffes de communication, comme lorsqu'il a appelé les auditeurs de *RTL-Radio* à ne pas se joindre à la manif syndicale, traitant au passage l'OGBL de « populiste de gauche ». Ou lorsqu'en août dernier, il s'est replié dans le coin boudeur, expliquant dans le *Wort* que le pays n'était « plus réformable ». L'organisation faïtière est désormais dominée par les petits patrons de l'artisanat, très méfiants vis-à-vis de syndicats qu'ils ne connaissent souvent que de loin. Les managers de l'industrie et des banques, plus rodés dans les négociations collectives et les interactions avec les délégués syndicaux, sont passés au second plan. Le président Reckinger endosse, lui, un rôle de plus en plus exécutif. Son directeur, le très technocratique Marc Wagener, est resté mal à l'aise dans l'arène politique. (À la mi-mai, il quittera l'UEL pour la Croix-Rouge, présidée par Michel Wurth.)

En 2020, alors qu'il présidait la Chambre de commerce, Luc Frieden estimait que « chaque ministre d'État peut mener une Tripartite ». Ce

n'est pas si sûr. Le Premier ministre est apparu, par moments, débordé lors des trois « Sozialronnen » de l'été 2025 (qu'on ne devait pas appeler Tripartite). À plusieurs reprises, Xavier Bettel a dû intervenir pour désamorcer les tensions et éviter l'éclat. En septembre, les négociations se sont terminées sans accord. Jamais avare en conseils bien intentionnés, Jean-Claude Juncker déclarait, deux mois plus tard : « On n'arrête pas les négociations ; on continue ! Et là, il faut tenir le coup. Parfois, le ton se fait plus rude, mais c'est ainsi. » En ouverture du deuxième round social, Patrick Dury avait lâché une virulente tirade visant directement Luc Frieden et sa « blague » antisyndicale. La harangue du leader syndical avait laissé bouche bée une partie de la salle. « Do sinn einfach Saache geschitt, déi menger Meenung net däerfe geschéien... » T ass awer trotzdem d'Regierung, déi vis-à-vis setzt ! », s'indignait l'ancien ministre du Travail Georges Mischo en janvier sur *RTL-Radio*, sans entrer dans les détails.

Pour Luc Frieden ce n'était pas la première expérience humiliante dans un contexte tripartite. En 2010, il avait d'abord vu fuiter ses propositions d'austérité sur la place publique, pour s'y faire ensuite démolir par le ministre socialiste Nicolas Schmit. Trois ans plus tard, dans le cadre feutré de l'Institut grand-ducal, il appelait à chercher « d'autres modèles de *consensus building* et de *decision-making* », notamment du côté de Singapour. En 2020, il confiait au *Land* : « J'ai en fait toujours été d'avis que les décisions politiques devaient être prises par le Parlement et le gouvernement, et non à la table de la Tripartite. »

Grâce à sa dramaturgie médiatique, à ses dynamiques internes et à son opacité politique, la mécanique tripartite a pourtant fait preuve d'une étonnante efficacité pour domestiquer la lutte des classes. À condition que le gouvernement soit prêt à sortir le chéquier, que les leaders syndicaux soient capables d'imposer les accords en interne, et que les représentants patronaux s'y retrouvent plus ou moins. Le huis clos au château de Senningen génère un *vibe* particulier. Les réunions consistent en une suite interminable de présentations, d'interventions, de modélisations, de concertations en aparté, de marchandages, de propositions et de contre-propositions. Une guerre d'usure accompagnée de déjeuners et de dîners, parfois servis en pleine séance. « Deuxième jour de la tripartite, Xavier Bettel ouvre la tripartite – alors qu'on vient tout juste de servir des lasagnes [...] », lit-on dans un des seuls comptes-rendus détaillés de la pratique tripartite, publié dans *OGBL-Aktuell* en avril 2022.

Au lendemain de l'invasion russe de l'Ukraine, le gouvernement social-libéral avait sorti la « Géisskan » pour contenir la flambée inflationniste et repousser au maximum les indexations. Il a fini par entièrement compenser la troisième tranche de 2023, du moins durant les quatre derniers mois de l'année. (Ce qui a coûté environ 300 millions d'euros au budget de l'État.) Les mesures des mois tripartites de 2022-2023 ont représenté plus de 2,5 milliards d'euros de dépenses. Les trois coalitionnaires étaient alignés, pressentant que c'était le prix à payer pour une année électorale apaisée. En comparaison, l'inflation actuelle reste beaucoup plus contenue, elle est passée de 1,3 à 2,4 pour cent entre février et mars. Le gouvernement a jusqu'ici écarté une intervention sur les prix du carburant, par crainte d'inciter le tourisme à la pompe et d'épuiser les stocks. (La population est timidement incitée à adopter des gestes de sobriété énergétique.)

Sur *RTL-Télé*, Jean-Claude Juncker exhorte avec gravité, depuis son fauteuil Voltaire : « Ce n'est pas le moment de faire des avances irréflechies qui, après coup, ressembleront à des bêtises. » « Quelles seront les marges restantes pour réagir à de futurs chocs économiques, géopolitiques et climatiques ? », demandait déjà le Conseil national des finances publiques en novembre dernier. C'est l'éternel retour du « Apel fir den Dauscht ». ●

Soft power vs hard politics

IIII Pierre Sorlut

Derrière l’impérialisme de Donald Trump, l’International Visitor Leadership Program américain essaie «d’entretenir une compréhension mutuelle du monde» dans une dynamique «people to people». Un témoignage

Depuis sa création en 1940, l’*International Visitor Leadership Program* (IVLP) a mené plus de 220 000 « leaders » aux États-Unis, par exemple des dirigeants européens comme Nicolas Sarkozy ou Tony Blair. Parmi les 4 000 personnes invitées tous les ans par l’Oncle Sam dans le cadre de ce programme figurent deux résidents du Luxembourg, l’un des plus petits contingents. Et cette année, un journaliste du *Land* en était, pour un projet de catéchisme anti-chinois.

Les ambassades identifient localement les profils qui pourraient coller avec les projets thématiques proposés par le *Department of State*. Sur une période de deux jours à trois semaines, ces « visiteurs », qu’ils soient politiques, haut-fonctionnaires, chercheurs, lobbyistes ou journalistes réunis par groupe de dix à vingt individus, parcourent les métropoles américaines pour rencontrer les forces vives de la nation dans la thématique choisie : par exemple la lutte contre les violences faites aux femmes pour des visiteurs originaires de pays particulièrement exposés à cette problématique. Des événements sociaux et sorties culturelles sont également organisés par les organismes contractant auprès du département d’État. Selon son *Bureau of Educational and Cultural Affairs*, ce programme « cultive les liens interpersonnels entre les leaders mondiaux actuels et futurs, crée des réseaux durables et promeut la sécurité nationale et les valeurs des États-Unis ». 500 chefs de gouvernement ont participé au programme, 1 600 ministres, mille députés et douze prix Nobel.

L’IVLP fonctionne sous la règle de Chatham House : les informations communiquées peuvent être utilisées, mais l’identité des personnes qui les prodiguent et leur affiliation ne peuvent être révélées, pas plus que les noms des autres participants, sauf avec leur accord. Des limites de publicité qui expliquent certainement le très faible nombre de mentions dans les médias. La participation de personnalités

publiques à l’IVLP filtre néanmoins épisodiquement dans la presse. En 2019, le journaliste israélien Gideon Levy publiait par exemple dans *Haaretz* un portrait de Robert Goebbels dans lequel il disait avoir croisé une première fois son chemin dans les années 1970 aux États-Unis dans le cadre d’un programme du département d’État : « I recall sailing with him on the deck of a steamship on the Mississippi River, and he claimed that I tried to flirt with a waitress in New Orleans. Of course, I remembered his name – Goebbels. Robert Goebbels. And how he had told me that sometimes people called him Goering by mistake. » Le journaliste égrène le long CV du Luxembourgeois. Levy conclut l’hommage par un énigmatique « Goebbels met all the Americans’ expectations and justified the investment in him ». Sur le visa J-1 octroyé pour ce programme, la valeur du financement est estimée à 22 500 dollars par participant. L’Oncle Sam (le contribuable américain) paie tout : transport, hôtel, *per diem* et certaines activités culturelles.

Dans la revue de presse du gouvernement (qui couvre la période 1999 à nos jours), le sigle IVLP n’apparaît qu’une fois, dans un article du *Wort* datant de mars 2025. Celui-ci détaille la déception de Jana Degrott après avoir vu son projet consacré aux droits de l’Homme annulé à cause des économies envisagées par l’administration Trump. L’élue libérale de Steinsel et ancienne « Obama leader » s’était ensuite vue proposer un programme alternatif, mais elle a décliné, informe l’ambassade.

Interrogée par le *Land* sur les personnalités publiques qu’elle avait sélectionnées par le passé pour le programme IVLP, l’ambassade basée au Limpertsberg révèle les noms de Jacques Santer (ancien Premier ministre CSV et ex-président de la Commission européenne), Claude Wiseler (président de la Chambre, CSV) et de Xavier Bettel (ancien Premier ministre et aujourd’hui vice-Premier ministre, DP). En 2004, élu à la

L’occasion pour un journaliste d’accéder au mécanisme de décision mais aussi le risque de s’exposer à un endoctrinement pro-Trump

Chambre, le jeune avocat avait suivi un programme axé sur les droits de l’Homme. Xavier Bettel avait « visité des prisons, des ONG, des juges », raconte-t-il au *Land*. Cette année-là, Guantanamo était sur toutes les lèvres. Robert Goebbels signait dans *Tageblatt* une tribune félicitant la Cour suprême américaine d’avoir rappelé à l’ordre le président (mal élu) George W. Bush et son administration pour la « zone de non-droit » organisée dans l’enclave cubaine. Une « preuve que le système démocratique américain fonctionne », avait conclu le socialiste. En 2004, la Chambre devait également ratifier les accords de coopération judiciaire scellés entre l’UE et les États-Unis dans le cadre de la *War on Terror* (*d’Land*, 18.06.2004).

[...]



AFP / Brendan Smialowski

Donald Trump, Melania Trump et un lapin de Pâques lors du traditionnel Easter Egg Roll, ce lundi 6 avril



Xavier Bettel et Claude Wiseler, deux IVLP alumni, à la fête nationale américaine à l'ambassade en juillet 2025

L'IVLP donne le sentiment qu'une technostucture survit à la disruption trumpienne

stratégie de sécurité nationale présentée en décembre. L'Europe manque toutefois de considération dans la sphère politique, constate-t-on. L'UE en a davantage dans le monde économique, notamment par sa faculté à protéger son marché du dumping social et environnemental chinois. C'est le message passé par un lobby international des semi-conducteurs dans la Silicon Valley. L'on rappelle en outre du côté de Stanford que le Parti communiste chinois dicte la stratégie des entreprises nationales et que ces dernières ne risquent pas la faillite, un tout autre *game*. Les États-Unis se lancent dans une course effrénée pour prendre la tête de l'intelligence artificielle sans se questionner sur les risques inhérents. Les panneaux publicitaires d'entreprises actives dans l'IA bordent la route de San Francisco à Palo Alto. ... sans même livrer un message sur l'utilité au fond de la technologie. Fait remarquable : une publicité pour la Française Mistral AI, chouchoutée par le Premier ministre Luc Frieden (CSV), accueille le visiteur à l'aéroport de San Francisco. Dans cette métropole symbole de la haute technologie, les nombreux taxis autonomes Waymo (filiale d'Alphabet-Google, basée dans la ville voisine de Mountain View) circulent au milieu des cohortes de zombies sous fentanyl.

La visite au Texas révèle, elle, l'attention accordée à la sécurité de la recherche. Les États-Unis accueillent presque 300 000 étudiants chinois. La Rice University de Houston, une université boutique (8 000 étudiants seulement) qui figure dans le Top20 américain, a embauché une équipe pour veiller à ce que le fruit de ses recherches ne parte pas dans des pays à risque. Le responsable de la « sécurité dans la recherche » est un ancien enquêteur du FBI. Il lutte contre l'espionnage avec un autre retraité de la police fédérale. On craint que les étudiants, étrangers ou non, soient recrutés pour collecter des informations, selon les « FBI guys », comme on les appelle sur le campus. Il ne faudrait pas que ces « non traditional collectors » servent la Chine, la Russie ou l'Iran. Des secteurs comme l'énergie, la défense ou la cybersécurité seraient clés. Pour limiter les risques d'espionnage, ce département étudie les candidatures et, lorsqu'un voyant passe au rouge, formule des recommandations, des stratégies de « mitigation » (limitation de l'accès à l'information, contrôles réguliers, pas d'aller-retours dans les pays à risque, etc). Le champ de la « research security » est dans son « enfance », mais la Rice a développé une expertise prisée dans la recherche américaine. À l'initiative de l'ambassade américaine, un expert texan de ce champ de recherche avait d'ailleurs été présenté en octobre aux services des ministères des Affaires étrangères et de celui de la Recherche (*d'Land*, 31.10.25).

Un soin particulier est apporté pour que les visiteurs vivent une expérience sociale mémorable avec des activités culturelles à la carte. Pour notre projet, balade dans un parc naturel en Californie, match de NBA, concert de jazz... ou visite du centre de la Nasa, au lendemain du lancement d'Artemis, première étape de la nouvelle course à l'espace face à la Chine. Pour cette dimension sociale, le programme s'apparente parfois à une colo pour 30-40. Les invités tissent des liens amicaux qui peuvent déborder dans la vie professionnelle... un *reach* potentiellement démultiplié par le réseau d'alumni mis en place par le *Department of State*.

La Chine, la France, l'Espagne ou encore le Royaume-Uni financent le même type de programmes. L'IVLP serait le plus abouti, le plus enraciné et sans doute le plus coûteux. Il offre en tout cas le sentiment qu'une technostucture survit à la disruption trumpienne et sait même prendre parfois ses distances avec le trublion blond. Même s'il faut rester conscient que les visiteurs ne voient que ce que l'on veut bien leur montrer. À l'image de cette visite du Pentagone, siège du *Department of War*, où l'on s'attarde surtout sur l'histoire du bâtiment, notamment l'hommage aux victimes du 11 septembre 2001, sans jamais évoquer la guerre en cours au Moyen-Orient. Une question taraude certains participants à la fin de l'expérience : comment un programme aussi coûteux (autour de cent millions de dollars par an) et si éloigné de la présidence américaine peut-il encore exister ? Donald Trump menace de prendre le Groenland au Danemark et paie le taxi pour qu'un Danois assiste à un match de basket. ●

[Suite de la page 7]

En 2026, l'un des deux programmes destinés aux Luxembourgeois s'est focalisé sur la politique étrangère américaine à l'égard de la Chine, dans la lignée de l'audition de la candidate ambassadrice Stacey Feinberg qui, devant le Congrès, avait annoncé vouloir « éduquer » le Luxembourg. Comme j'avais écrit différents articles sur la lutte d'influence exercée par les États-Unis et la Chine au Luxembourg (dont une interview de l'ambassadeur chinois), l'ambassade américaine m'a proposé en août 2025 de suivre ce programme organisé au début de l'année suivante : a priori une occasion en or pour un journaliste d'accéder aux mécanismes de la décision américaine alors que Trump bouscule le siècle et l'ordre mondial, mais aussi le risque de s'exposer à un endoctrinement pro-Trump. Le projet « US Foreign Policy, Economic Security and China » a été déroulé ces deux dernières semaines entre Washington, San Francisco et Houston. Le groupe composé de 19 ressortissants européens a d'abord (un dimanche) sillonné la capitale américaine en tant que touristes. Un guide a introduit à ces plus ou moins jeunes diplomates, hauts-fonctionnaires (dont deux descendants d'anciens dirigeants politiques), *think-tankers* et journalistes les hauts lieux de la démocratie américaine, des édifices censés représenter une permanence rassurante des valeurs américaines.

Les jours suivants, la troupe a été invitée dans les coulisses du *policy making*, derrière le *Trump Show* (*spoiler alert* : aucun secret d'État ne sera révélé). Miles Yu, directeur du China Center à l'Hudson Institute et professeur à l'Académie navale, est entré dans la matière de manière plutôt radicale. Conseiller du secrétaire d'État Mike Pompeo au cours du premier mandat de Donald Trump, Yu a œuvré pour placer la Chine au cœur de la politique étrangère américaine. Pour désigner l'Empire du Milieu, il évoque alternativement le « défi » ou la « menace ». Yu estime que la Chine est « à l'origine de tous les grands conflits mondiaux », de l'Afrique au Moyen-Orient en passant par

l'Ukraine. Dès 2018, le président américain Donald Trump avait ainsi pesé de tout son poids sur ses partenaires de l'OTAN pour les amener à financer davantage la défense européenne, et permettre ainsi aux États-Unis de se concentrer sur la région indopacifique. Quelle est « l'issue finale » (« the end game » ?), lui demande-t-on. La Chine ambitionnerait de dominer le monde avec son système. Les États-Unis s'y opposent. « Il y aura une confrontation », conclut Yu.

L'administration Trump 2 compte plus de « China Hawks » que la première. Pourtant, dans les autres antichambres de la décision qui ont bien voulu s'ouvrir aux visiteurs étrangers, des commissions thématiques à la Chambre des représentants ou pour le Congrès dans son ensemble, le verbe est moins agressif. On veille à mettre en place un arsenal législatif d'endiguement de l'influence chinoise aux États-Unis et dans le monde. (On ne rencontre pas de représentants de l'opposition.) La stratégie 2026-2030 du département d'État prévoit d'aider « les partenaires de l'hémisphère occidentale » et en Asie pour s'émanciper des dépendances à la Chine, notamment sur les chaînes d'approvisionnement. Le troisième pilier de ce plan quinquennal américain vise « la paix dans l'Indopacifique ». Pour la diplomatie US, il ne serait pas question de déstabiliser la région (mais les services de Marco Rubio prévoient une présence militaire suffisante pour dissuader toute annexion de Taïwan et un contrôle chinois sur les détroits régionaux). L'administration Trump privilégierait le dialogue. Quatre rencontres *leader to leader* sont programmées en 2026 dont le sommet Xi-Trump à Pékin les 14 et 15 mai, repoussé à cause de l'attaque israélo-américaine sur l'Iran.

La reconstruction de « l'alliance civilisationnelle avec les États européens » constitue le quatrième pilier de la stratégie du *Department of State*. Lors des échanges avec les participants de l'IVLP, on n'insiste pas sur le prétendu déclin européen (« stark prospect of civilizational erasure ») stigmatisé dans la

GESUNDHEIT

Pokerspiel

IIII Peter Feist

Drei Wochen bleiben AMMD und CNS noch, um sich auf neue Konventionen für die Ärztinnen und Zahnärzte zu einigen. Die bestehenden hatte der Ärzteverband am 30. Oktober gekündigt. Nach Kündigung einer kompletten Konvention sind ab Kündigungsdatum sechs Monate Zeit für Neuverhandlungen, steht im Code de la sécurité sociale. Bei Nicht-einigung folgen drei Monate Schlichtung.

Anscheinend stört das keine der beiden Seiten. In einem *Tagblatt*-Interview vorige Woche nannte AMMD Präsident Chris Roller die Gespräche „anfangs gut“, nun aber müsse die Politik sich einschalten. Die CNS teilt dem *Land* mit, die Verhandlungen seien „konstruktiv“ gewesen. Weil die AMMD „noch Gespräche mit der Politik angefragt“ habe, lasse sich „im Moment nicht sagen, ob und wann die Konvention unterschrieben wird“.

Was die AMMD von der Politik, also der Regierung will, hat ihr Präsident öffentlich so beschrieben: Mehr ambulante Behandlungen in Privatpraxen, wie im Koalitionsvertrag angekündigt. Mehr „Flexibilität“ der CNS bei der Bezahlung von Behandlungen. Und ein Gespräch mit dem Premier, das eigentlich fürs Frühjahr in Aussicht gestellt worden sei.

Innerhalb der Ärzteschaft redet die AMMD noch anders. In einem Ende Februar verschickten Newsletter schrieb sie, ein „changement radical“ sei nötig. „Il faut abandonner l'idée que la CNS doit approuver le nombre des actes nécessaires.“ Das müsse dem Arzt im Rahmen seiner Therapiefreiheit zustehen. „Il doit

avoir le droit de poursuivre les évolutions de la médecine et de fixer ses propres tarifs, comme toute autre profession libérale.“ Der CNS bliebe dann festzulegen, was davon sie erstattet.

Da waren sie wieder, die Tariffreiheit und die CNS, die weniger bezahlt. Was die AMMD schon im Oktober bei der Kündigung der Konvention geschrieben hatte, aber zurückgerudert war, nachdem es Krach gab im Beruf und im CA der AMMD. Ein Unterschied jetzt ist, dass sie sich auf die Entscheidung in letzter Instanz des Conseil supérieur de la sécurité sociale über die Aufwertung der Tarife der Ärztinnen und Zahnärzte bezieht. Der fand am 19. Februar nicht nur, dass die Tarife für 2025 und 2026 gar nicht aufgewertet werden sollten. Er griff auch die Argumentation der CNS auf, dass die Ausgaben für Arzt- und Zahnarztleistungen derart zugenommen hätten, dass es nicht nur mit „innovation und progrès médical“ zu tun haben könne. Der Conseil meinte, die AMMD habe keine „Gegenbeweise“ vorgelegt.

Man konnte das als Betrugs-Vorwurf verstehen, zweifellos ein starkes Stück. Wenn irgendwo alle Daten über Behandlungen und Abrechnungen zusammenfließen, dann bei der CNS. Erhebt sie Vorwürfe, müsste sie imstande sein, sie zu begründen. Was sie anscheinend nicht tat. Doch der AMMD kam das offenbar gar nicht so unlegen. Denn sie benutzt es nun in einem Pokerspiel gegen die Regierung und die Gesundheitsministerin. Es ist ja nicht so, dass die nichts täte. Im Februar hatte sie mehrere Arbeitsgruppen einberufen, zu Allgemein-

medizin, Zahnmedizin und über die Entschädigung von „aléas thérapeutiques“. Die AMMD blieb ihnen fern. Bei einem Treffen mit Martine Deprez am 21. Januar verlangte sie Sitz und Stimme im Verwaltungsrat der CNS, mehr Freiheit bei der Abrechnung, und für Arztpraxen denselben Finanzrahmen, wie die Spitäler ihn haben, steht im Sitzungsprotokoll, das das *Land* einsehen konnte. In *RTL-Télé* sagte Chris Roller vorige Woche, „irgendwelche Arbeitsgruppen“ mit der Ministerin würden „im Grunde zu nichts führen“.

Anzunehmen ist aber, dass die Regierung auf radikale Forderungen der AMMD nicht eingehen wird. Dass der Premier keine Lust haben wird, in die Auseinandersetzung verwickelt zu werden. Denn eine Liberalisierung von Gesundheitswesen und Krankenversicherung würde die Gewerkschaften auf die Straße treiben, mit einem Thema, wie es am 28. Juni die Renten waren. Das kann Luc Frieden kaum wollen. Für die AMMD wäre es auch nicht klug, es sich mit Martine Deprez zu verderben. Gäbe es keine Einigung über eine neue Konvention, auch in der Schlichtung nicht, müsste Deprez eine Konvention per Verordnung erlassen. Wollte sie der AMMD eins auswischen, könnte sie den Zuschlag „1. Klasse“ im Spital streichen. Oder vergessen. Der steht seit der Gesundheitsreform von 2010 nicht mehr im Gesetz, sondern nur in der Konvention. Weshalb Ex-AMMD-Generalsekretär Claude Schummer auf einer Generalversammlung vor drei Jahren dringend riet, keine ganze Konvention zu kündigen, allenfalls einzelne Artikel. Man kann ja nie wissen. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Die Rechnung

Vergangene Woche drohte US-Präsident Donald Trump dem Iran: „We’re going to bring them back to the stone ages, where they belong.“ Zwei Tage später kündigte das Wirtschaftsministerium neue Preiserhöhungen auf Treibstoff an. Im ehemaligen Dieselparadies wurden 2,186 Euro als Allzeitrekord gemeldet. „[E]nergy prices will be higher for a very long time.“ Prophezeite EU-Kommissar Dan Jørgensen der *Financial Times* (4.4.26).

Die Zerstörung Irans und Libanons durch die USA und Israel kommt hierzulande ungelegen. Die Öffentlichkeit hält den US-Präsidenten für verrückt. Regierung, Parteien geben sich peinlich berührt. Doch die Iraner sind keine Ukrainer: Im Iran kämpfen die Aggressoren für unsere Werte.

Ein Zwergstaat duckt sich. Er ist eingebunden in ein Netz politischer, wirtschaftlicher Konkurrenz und Zusammenarbeit. Er verteidigt seinen Platz im Spitzenfeld der Arbeitsteilung, der Hierarchie der Staaten, des Reichtums. Luxemburg ist Gründungsmitglied der Nato, des bewaffneten Arms der USA in Europa. „[T]he NATO states have been and are hell-bent on exacerbating the inequalities of power and wealth in the world, on destroying all challenges to their overwhelming military and economic power“ (Peter Gowan, *New Left Review*, I/234, S. 103).

Mit Stützpunkten in aller Welt hält die US-Armee den Zugang zu Rohstoffen, Absatzmärkten, Arbeitskräften fremder Länder frei. Jahrzehntelang setzte sie Globalisierung, Neoliberalismus durch. Davon profitieren die hierzulande herrschenden Klassen. Die regierenden Kreise kümmern sich um die Rahmenbedingungen. Eine Mehrheit der Luxemburger Gesellschaft pflichtet der Zielsetzung bei. Aus direkten, indirekten oder vermeintlichen Eigeninteressen.

Nun schüren Strafzölle, Erpressungen, Beschimpfungen, Kriege den Zweifel an der Führungsmacht in Washington. Die internationalen Kräfteverhältnisse verschieben sich. Die Verschiebung löst lokale Umverteilungen aus.

Die Frage ist wieder akut: Wer soll die Kosten von Krieg, Krise, Inflation, Aufrüstung tragen? Der Unternehmerverband UEL weiß die Antwort: nicht die Besitzer von Banken, Fabriken, Geschäften. Sie wollen die Rechnung an die Belegschaft weiterreichen. Handelskammer-CEO Carlo Thelen will keine Zeit verlieren. Er will „zentrale wirtschaftliche Fragen bereits jetzt im Rahmen einer Tripartite diskutieren“ (*Revue*, 1.4.26).

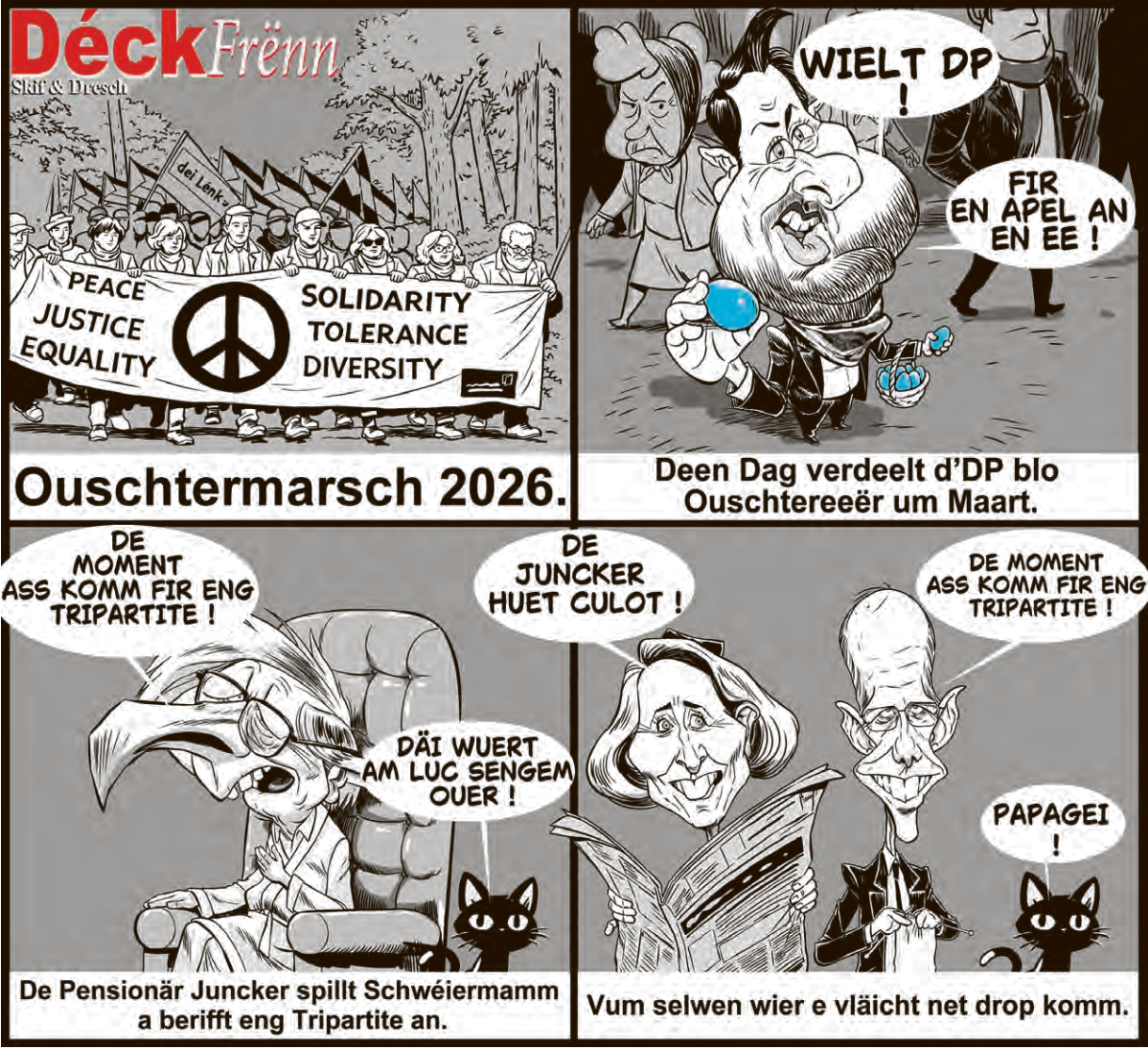
Der Streit um die Kosten der Kriegsfolgen ist nicht neu. Er begann 2022 mit dem Überfall Russlands auf die Ukraine. Aus dem die Europäische Union ihren Krieg machte. Mit dem Überfall der USA und Israels auf Iran spitzt sich der Streit zu. Politiker, Leitartikler nennen den Streit, wer die Rechnung zahlt, „Sozialdialog“.

Der Krieg am Golf verteuert Kraftstoffe, Rohstoffe, Dünger. Er verteuert das Autofahren, den Warentransport, die Waren. Ein Ölpreisschock, ein Erdgasschock drohen, das Wirtschaftswachstum zu hemmen. Die Inflation steigt. Nach einer Indextranche vor dem Sommer könnte bis zum Jahresende eine zweite fällig werden.

Für diesen Fall machten CSV und DP im Koalitionsabkommen ab: „[U]ne tripartite sera convoquée“ (S. 174). Um nach der Mindestlohnmanipulation eine Indexmanipulation zu beschließen. Die Steuertabelle wird drei Jahre lang nicht an die Inflation angepasst. Wenn die Steuerklassen abgeschafft, die Steuerprogression für Kleinverdiener verschärft werden.

Steigt die Inflation, erhöht die Europäische Zentralbank die Zinsen. So sichert sie die Geldvermögen, vergrößert die Zinseinnahmen der Banken. So verteuert sie die Schulden der Eigenheimbesitzer, den Schuldendienst des Staats. Das Chaos in der Golfregion könnte weltweit den Ausfall unregelter Kredite, das Platzen der KI-Blase auslösen, die Gewinnaussichten am Finanzplatz trüben.

Der Rüstungswahn lenkt Staatsausgaben um. Die Militarisierung der Gesellschaft soll gesellschaftliche Widersprüche vertuschen, Rücksichtslosigkeit gegenüber den Schwachen erlauben, die soziale Kontrolle verschärfen. Auch ohne Sozialdialog. ● ROMAIN HILGERT



Une aventure éducative

IIII Henry De Ron et William Lindsay Simpson¹

Le scoutisme, de Baden-Powell à aujourd’hui, dans le monde et au Luxembourg



Visite de
Baden-Powell
à Luxembourg
avant la Seconde
guerre mondiale

Archives familiales de la famille Hengnin

Né au début du XX^e siècle dans un contexte marqué par les transformations économiques et sociales, le scoutisme s’est progressivement imposé comme une méthode éducative originale. Fondé par Robert Baden-Powell, il repose sur une intuition simple : former des jeunes capables d’agir par eux-mêmes, de s’engager et de prendre des responsabilités. Entre héritage militaire et pédagogie de l’autonomie, entre tradition et modernité, le scoutisme a évolué selon les contextes nationaux. Le cas luxembourgeois illustre particulièrement bien cette capacité de réappropriation².

Né en 1857 dans le quartier de Paddington (Londres), Robert Baden-Powell grandit dans une famille où l’éducation repose largement sur la confiance. Sa mère encourage l’autonomie, laissant à ses enfants une marge de manœuvre inhabituelle pour l’époque. Cette expérience forge une conviction durable : la responsabilité ne s’enseigne pas par la contrainte, mais par la bienveillance et la loyauté. Durant son pensionnat dans une *public school* (une école privée) dans le Sud-Est de l’Angleterre, Baden-Powell développe des compétences peu valorisées par l’institution scolaire classique : l’observation, la débrouillardise, le sens pratique. Il passe du temps dehors, explore,

expérimente. Cette relation directe avec la nature deviendra un pilier du scoutisme.

Sa carrière militaire prolonge cette logique. Officier avec des idées originales dans l’armée britannique, il privilégie les stratégies souples, les unités légères et les activités stimulantes (courses, défis, exploration). Il sera envoyé en Afghanistan et en Inde, puis en Afrique du Sud. Lors du siège de Mafeking, durant la guerre des Boers, il encourage la mobilisation des jeunes garçons comme messagers, leur confiant des responsabilités cruciales pour la survie de la population encerclée. Cette expérience agit comme un révélateur : les jeunes peuvent vivre et développer leurs compétences à condition qu’on leur en donne les moyens et l’envie.

Le succès de Mafeking le propulse sur le devant de la scène. Nommé général à 43 ans, il accède à une notoriété internationale, qui trouve un écho particulier dans les milieux éducatifs et auprès de la jeunesse. Sollicité pour réfléchir à l’éducation des jeunes, il développe une méthode fondée sur ses observations pratiques. Le camp de l’île de Brownsea en 1907 constitue sa première expérience fondatrice du scoutisme. Ba-

den-Powell y teste une organisation en petits groupes autonomes, les patrouilles, et une pédagogie fondée sur l’action et le mélange entre classes sociales. Il publie *Scouting for Boys* en 1908, un manuel pratique qui deviendra la bible du mouvement et connaîtra un succès planétaire.

La légende veut que Baden-Powell se soit opposé à la présence des filles dans le scoutisme. Pourtant, comme le souligne Philippe Maxence, auteur d’un livre sur Baden-Powell, ce dernier a toujours prôné au sein de l’armée des compétences pratiques pour tous, y compris la cuisine et la couture pour les hommes ! Dans son ouvrage *Girl Guiding* (les filles ne sont pas appelées scouts mais guides), il écrira : « Si l’on veut que la jeune fille soit aussi apte que ses frères à travailler dans le monde, il faut lui donner les mêmes occasions de le faire. » Cette ouverture précoce préfigure les débats contemporains sur l’égalité et la mixité, aujourd’hui encore au cœur des réflexions scout.

Pour Philippe Maxence, c’est bien Baden-Powell qui a opéré une synthèse à partir des différents mouvements pédagogiques de l’époque qui a permis la création du scoutisme. Mais sa véritable originalité a été de l’adapter pour les plus jeunes, les louveteaux, en créant une pédagogie qui leur est entièrement adaptée basée sur le *Livre de la jungle* de Rudyard Kipling. Il est surprenant que la vie de Baden-Powell, qui a inspiré de nombreuses biographies, n’ait pas encore fait l’objet de films ou de séries. Cela serait un projet particulièrement intéressant pour un mouvement qui va fêter bientôt ses 120 ans comptant 60 millions de membres actifs dans le monde.

Au Luxembourg, deux mouvements scouts coexistent depuis plus d’un siècle : la Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg (FNEL, laïque) et les Lëtzebuerger Guiden a Scouten (LGS, d’origine catholique mais indépendante depuis 2015). Tous deux ont été créés au moment de la Première Guerre mondiale et ont toujours existé séparément, chacun développant sa propre identité. Initié au Luxembourg par le Professeur Joseph Tockert, le scoutisme répond alors à un besoin précis : pallier les insuffisances d’un système éducatif jugé déficient en matière de discipline et de formation morale.

Jean-Marie Weber, universitaire et membre du mouvement, explique que la LGS s’est d’abord structurée autour du catholicisme social, avec un élitisme marqué. Le scoutisme luxembourgeois, inspiré par les Scouts de France, vise à former des jeunes capables d’assumer des responsabilités dans la société. Dès les années 1920, avec le Parti du Centre, le Jünglingsverein et les syndicats chrétiens, les scouts contribuent à former le « pilier catholique » de la société luxembourgeoise.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les scouts deviennent un bastion de résistance. Les chefs scouts refusent la collaboration avec l’occupant et certains d’entre eux initient une résistance active. Cet engagement a un coût humain important :

*Le scoutisme est
venu pallier un
système éducatif
luxembourgeois jugé
déficient en matière
de discipline*

onze d’entre eux seront exécutés et six mourront en déportation. Après la guerre, le mouvement participe à la reconstruction du pays. Les scouts et les guides investissent alors fortement dans le développement des méthodes pédagogiques, préparent de nombreuses activités avec de nouvelles techniques. Ils mettent en place les infrastructures scoutées qui couvrent le territoire luxembourgeois encore aujourd’hui. Attentifs aux défis sociétaux, les Lëtzbuerger Scouten et les Lëtzbuerger Guiden créent un groupe pour jeunes handicapés.

Dans les années 1970, un tournant s’opère : l’élitisme cède la place à une volonté de transformation sociale. Les activités centrées sur la patrouille sont remises en question au profit d’une pédagogie fondée sur les projets, l’engagement face aux injustices et l’ouverture aux populations immigrées. Dans ce contexte, les initiatives comme celles de l’équipe CHOC de la LGS n’hésitent pas à affirmer que « le scoutisme doit se révolter contre l’inhumanité et les institutions dépassées, sous peine de devenir lui-même une telle institution. » Aujourd’hui, la LGS reflète ces évolutions. La coéducation, l’ouverture culturelle et la participation démocratique en sont des éléments structurants. L’introduction du droit de vote dès 16 ans témoigne d’une volonté de responsabilisation concrète. L’engagement international à travers des projets de coopération prend à la fois une dimension interculturelle et inclusive.

Dès l’origine, Robert Baden-Powell est confronté aux grandes questions qui traversent le mouvement : le rapport au fait militaire, la place des femmes et la relation à la religion (pas uniquement chrétienne). Sur ces sujets, Baden-Powell adopte une attitude d’ouverture et de flexibilité qui permet au scoutisme de se développer à travers le XX^e siècle sans se figer. Aujourd’hui, le scoutisme oscille entre deux pôles. D’un côté, un courant plus conservateur, toujours attaché à la patrouille comme structure fondamentale, à l’importance de la promesse scout, de l’uniforme, à la séparation entre garçons et filles et à un ancrage religieux affirmé. De l’autre, une approche plus libérale, qui

privilégie la mise en place de projets, l’engagement sociétal, la mixité et une forme de neutralité religieuse. Ces deux approches peuvent se compléter : une vision plus progressiste permet de questionner le formalisme ou certaines rigidités, tandis qu’une approche plus traditionnelle met en garde contre les risques de relativisme ou de perte d’identité. Le scoutisme navigue ainsi entre ces deux pôles, évitant toute radicalité. C’est dans cette tension que réside sa vitalité : une école de discipline qui peut devenir une école de liberté.

Au cœur de cette pédagogie, l’engagement occupe une place centrale. Ainsi le scoutisme n’est pas simplement une étape de jeunesse mais il consti-

tue une véritable école de responsabilité dont l’influence accompagne celles et ceux qui été formés dans l’esprit de B.P. (acronyme de Baden-Powell mais aussi de Be Prepared). À titre d’illustration, il est intéressant de noter la ressemblance entre le texte de la promesse scout et celui de la prestation de serment de l’avocat au Luxembourg. Les deux engagent solennellement l’individu à agir avec intégrité, responsabilité et service envers les autres.

De son côté, Joanne Olivier, l’Ambassadrice du Royaume-Uni au Luxembourg, souligne l’actualité du scoutisme : à l’origine il s’agissait de sortir les enfants des villes et leur faire découvrir

la nature. Aujourd’hui, il s’agit aussi de les éloigner des écrans pour les reconnecter au réel. L’ambassadrice britannique rappelle que le scoutisme est une école de la vie qui inculque l’esprit de service, l’intégrité, la curiosité, ou encore la volonté de créer une société plus juste. Elle cite à cet égard Baden-Powell dans son dernier message adressé aux scouts : « Le véritable chemin du bonheur est de donner celui-ci aux autres. Essayez de quitter la terre en la laissant un peu meilleure que vous ne l’avez trouvée [...] et vous pourrez mourir heureux en pensant que vous n’avez pas perdu votre temps et que vous avez fait ‘de votre mieux.’ » Des paroles qui s’adressent à chacun d’entre nous. ●

¹Henry De Ron est avocat à la Cour et juriconsulte de la Conférence Saint-Yves
William Lindsay Simpson est président de la Conférence Saint-Yves

²Cet article s’appuie sur la conférence « Baden-Powell : héritage et avenir », organisée le 3 mars 2026 sur le campus de Limpertsberg de l’Université de Luxembourg. L’événement a réuni Joanne Olivier (ambassadrice du Royaume-Uni), Philippe Maxence (biographe de Robert et Olave Baden-Powell) et Jean-Marie Weber (universitaire et engagé au sein du groupe d’archive et de recherche des Lëtzebuurger Guiden a Scouten). La conférence a été organisée par la Conférence Saint-Yves, la British-Luxembourg Society, et les Lëtzebuurger Guiden a Scouten.



HERITAGE

by Les Jardins de Luxembourg

EN VENTE:
terrains
disponibles, libres
de tout contrat de
construction.



KIEM

GAASCHTBIERG

Built for **today
inspired by **tomorrow****

Porté par les promoteurs à l’origine du projet emblématique « Les Jardins de Luxembourg », HERITAGE marque le lancement d’un nouveau développement urbain majeur à Strassen. Réunissant les deux ensembles, KIEM et GAASCHTBIERG, sous une identité unique, le projet donnera naissance à deux quartiers à taille humaine, alliant logements, commerces, bureaux et espaces verts paysagers, à seulement quelques minutes de Luxembourg-Ville.

heritagebyjdl.lu



A project by



PRIME PROPERTIES
your real estate investment



Das Mindeste

IIII Peter Feist

Im Jahr 2022 bezog
im Horeca-Sektor
jeder zweite
Beschäftigte den
Mindestlohn

12

Jeder sechste lohnabhängig Beschäftigte arbeitet für den Mindestlohn. Vor allem den unqualifizierten

Im August 2025 bezogen 67 902 der damals 455 033 lohnabhängig Beschäftigten den Mindestlohn (SSM). Das entsprach 15 Prozent. 38 463 Personen erhielten den unqualifizierten Mindestlohn von 2 704 Euro, 29 439 bekamen den qualifizierten (3 244 Euro). Das sind die rezentesten Angaben der Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS).

Vor drei Jahren hatte die Salariatskammer (CSL) ein *Portrait de la population au salaire minimum* geschrieben. Seine Vorstellung Ende Oktober 2023 fiel in die Zeit der Koalitionsverhandlungen von CSV und DP, wahrscheinlich erfuhr der 180 Seiten lange Bericht deshalb nicht die Beachtung, die er eigentlich verdient hätte. Denn eine so akribische und umfangreiche Beschreibung hatte noch niemand unternommen.

Anhand von Zahlen aus dem Jahr 2022 strich das *Portrait* hervor: Wer den Mindestlohn bezieht, ist im Vergleich zum Gesamt-Salarat jünger, weniger erfahren und meist mit unbefristetem Vertrag in *blue collar jobs* tätig. Zwischen *cols bleus* (vorwiegend manuelle Tätigkeiten) und *cols blancs* (vorwiegend intellektuelle) unterschied die CSL nach der Internationalen Klassifikation der Berufe des Bureau international du travail. In der Population der Mindestlohnbezieher/innen ist, so die CSL noch, der Frauen-Anteil höher: Waren im Jahr 2022 etwa 60 Prozent aller Lohnabhängigen männlich, lag der Männer-Anteil bei Personen mit qualifiziertem Mindestlohn bei 57 Prozent und bei nur noch 51 für die mit unqualifiziertem. Und während die *salariés* insgesamt gesehen besonders stark konzentriert sind im Sektor „Diverse Diensleistungen“, in den ganz verschiedene Berufe von der Anwältin über den Sicherheitsagenten bis hin zum Immobilienhändler fallen, arbeiten die meisten zum Mindestlohn Beschäftigten im Handel. Luxemburger zu sein, garantiere übrigens kein höheres Gehalt. Dagegen befanden sich unter SSM-Beziehern viele mit portugiesischer Nationalität.

Im Vergleich der beiden Jahre 2012 und 2022 stellte die CSL fest, dass der Mindestlohn in Sektoren mit *cols blancs*-Tätigkeiten häufiger geworden ist. In den „Diversen Diensleistungen“

Von den im Jahr 2011 neu zum unqualifizierten Mindestlohn Eingestellten hatten fünf Jahre später 31 Prozent noch immer kein höheres Gehalt, zehn Jahre später 22 Prozent

etwa war er 2022 um 21 Prozent häufiger geworden als 2012. Und wenn in Sektoren wie „Öffentliche Verwaltung“ und „Gesundheit und soziale Aktion“ die Beschäftigung besonders wuchs, nahmen die Anstellungen zum Mindestlohn noch stärker zu, vor allem die zum unqualifizierten, dem SSM NQ.

Nicht wirklich ein Salär zum Einstieg

Besonders interessant war die Einschätzung der CSL, dass der unqualifizierte Mindestlohn nicht wirklich als Salär zum Einstieg ins Arbeitsleben angesehen werden kann. Von den im Jahr 2011 zum SSM NQ Eingestellten bezog ein Jahr später ein Drittel ein höheres Gehalt. Fünf Jahre später waren es 69 Prozent, zehn Jahre später 78 Prozent. Die CSL rechnete dabei heraus, dass der Luxemburger Arbeitsmarkt sehr dynamisch ist und wegen der Beschäftigung von *frontaliers* Zu- und Abgänge „sehr häufig“ sind, wie sie vermerkte. Im „Kern“ der Beschäftigten aber steckt laut ihren Berechnungen gut jeder Fünfte auch nach zehn Jahren noch im unqualifizierten Mindestlohn fest. In welchen Sektoren das vor allem so ist, erläu-

tert das *Portrait* nicht: Mindestlohnempfänger wechseln nicht selten zwischen Sektoren. Das macht so eine Analyse schwer.

Weil der Mindestlohn Teil eines komplexen gesellschaftlichen und politischen Problems ist, das bis in den Wohnungsbau und die Steuerpolitik reicht und Fragen zur Organisation der Betriebe, ihren Wachstumsaussichten und zum Sozialdialog aufwirft, wäre eine regelmäßige ausführliche Berichterstattung dazu sicherlich nützlich. Die CSL hatte Mikrodaten der IGSS verarbeitet. So konnte sie Informationen liefern, die weit über das hinausreichen, was die IGSS alle sechs Monate im *Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois* publiziert.

Doch auch die *Tableaus* liefern interessante Einsichten. Etwa die, dass der Anteil der Mindestlohnbezieher/innen am Salarat ziemlich stabil ist. Er lag in den Jahren 2016 bis 2025 bei um die 14 bis 15 Prozent, obschon die Gesamtzahl der *salariés* in diesem Zeitraum um rund ein Viertel wuchs. Nicht so gleichbleibend ist der Prozentsatz jener Beschäftigten, die eine neue Stelle antreten, an der nur der Mindestlohn gezahlt wird. Er oszillierte 2016 bis 2025 zwischen 27 und 35 Prozent. Die jüngste Aufstellung der IGSS passt dazu: Zwischen Juni 2024 und Juni 2025 wurden insgesamt 143 200 Arbeitsplätze mit lohnabhängig Beschäftigten neu besetzt. Für 49 590 Stellen (34,5 Prozent) wurde im Arbeitsvertrag der Mindestlohn vereinbart. Für 24,6 Prozent der unqualifizierte Mindestlohn, für 9,9 Prozent der qualifizierte.

Mehr zum unqualifizierten Mindestlohn

So ungefähr geht das seit zehn Jahren. In der Diskrepanz zwischen Anstellungen und der Beschäftigung zum SSM äußern sich Fluktuationen an den Arbeitsplätzen und Entwicklungen zu höheren Gehältern. Doch offenbar nehmen die Rekrutierungen zum unqualifizierten Mindestlohn allmählich zu. Die zum qualifizierten machten 2016 bis 2025, über alle Sektoren, stets neun bis zehn Prozent aus, 2017 waren es acht. Dagegen konnten die Rekrutierungen zum unqualifizierten Mindestlohn

in den 2010-er Jahren unter 20 Prozent betragen. Seit Beginn der 2020-er Jahre war das nie mehr so, und sie gehen den 25 Prozent entgegen, die im August 2025 fast erreicht wurden.

Getragen wird dieser Trend vor allem von zwei Sektoren: dem Hotel- und Gaststättengewerbe (Horeca) und dem Sektor „Handel und Reparatur von Autos und Motorrädern“. Zwar wird auch in anderen Sektoren über den Durchschnitt hinaus zum Mindestlohn rekrutiert: im Bauwesen, der verarbeitenden Industrie, dem Sektor „Transport und Lagerung“ (auch mit „Logistik“ umschrieben) sowie in „Gesundheit und soziale Aktion“. Horeca und Handel/Garagisten aber stechen hervor. Im Horeca-Sektor führten in den letzten fünf Jahren stets mehr als 60 Prozent der Rekrutierungen zu einer Anstellung zum Mindestlohn. Stand Januar 2025 waren es 65 Prozent, dabei 54 Prozent zum unqualifizierten Mindestlohn. Dass im Horeca-Gewerbe mehr als 50 Prozent der Rekrutierungen zum unqualifizierten Mindestlohn erfolgen, ist seit 2021 die Regel. In der zweiten Hälfte der 2010-er Jahre waren es um die zehn Prozentpunkte weniger.

Im Sektor Handel/Garagisten wurden in den letzten fünf Jahren stets mehr als 50 Prozent der Rekrutierungen zum Mindestlohn vorgenommen, im Semester bis zum Januar 2025 waren es 53 Prozent. Der Anteil der Rekrutierungen zum unqualifizierten Mindestlohn lag bei 41 bis 42 Prozent. In der zweiten Hälfte der 2010-er Jahre waren es fünf bis zehn Prozentpunkte weniger.

Handel und Horeca

Dass im Handel auch die Gesamtzahl der Rekrutierungen stark zugenommen hat – von 13 390 im Jahr 2016 auf 17 300 im Januar 2025 –, ist wahrscheinlich ein Grund, weshalb auf ihn der größte Anteil an der Beschäftigung zum Mindestlohn entfällt. Oder, wie die IGSS das nennt, sein Anteil am „Stock“ der Mindestlohnbezieher/innen: 24 Prozent zum letzten Stand vom Januar 2025. Eine Unterscheidung nach qualifiziertem und unqualifiziertem Mindestlohn trifft die IGSS beim „Stock“ nicht. Der Anteil der Horeca liegt mit 16 Prozent auf Rang 2.

Die CSL hatte im *Portrait* eine noch genauere Betrachtung gemacht. 2022 hatte der Sektor „Handel/Garagisten“ mit

Die Anstellungen zum unqualifizierten Mindestlohn nehmen vor allem im Horeca-Sektor zu

11,7 Prozent einen zweieinhalb Mal so großen Anteil am Salarium insgesamt wie Horeca mit 4,7 Prozent. Legte man das zugrunde, war im Horeca-Sektor fast jeder zweite Beschäftigte Mindestlohnempfänger (48,7%), im Handel knapp jeder dritte (30,6%). Von diesen *salariés* wiederum erhielten im Horeca-Sektor rund drei Viertel den unqualifizierten Mindestlohn, im Handel etwa 60 Prozent. Was Horeca, für sich genommen, zu dem Mindestlohn-Sektor machte.

Steve Martellini, der Generalsekretär des Branchenverbands Horesca, möchte den Mindestlohn nur kurz kommentieren. „Wir haben bei der IGSS ausführlichere aktuelle Daten angefragt, sie aber noch nicht bekommen.“ Generell könne man sagen, dass es an den Arbeitsplätzen mit Mindestlohn beträchtliche Fluktuationen gibt. Es sei aber auch so, dass zum SSM Beschäftigte ein besseres Gehalt erreichen. Das könne sogar „schnell gehen“, fügt er auf die von der CSL im *Portrait* beschriebene „Persistenz“ im Mindestlohn hinzu. Von Grenzpendler/innen abhängig sei der Horeca-Sektor „nicht so sehr“. „Wir arbeiten viel mit in Luxemburg ansässigen Ausländern.“

Der Sektor „Handel und Reparatur von Autos und Motorrädern“ wird von der Luxembourg Confederation vertreten. Ihr Direktor Tom Baumert weist darauf hin, dass man genau wissen

müsse, wovon man spricht. „Die Öffentlichkeit setzt ‘Handel’ oft mit dem Einzelhandel gleich.“ Dagegen operieren IGSS und Statec mit Nace-Codes, und der Code „Handel und Reparatur von Autos und Motorrädern“ umfasse eine Menge Branchen mit insgesamt 52 000 Beschäftigten. „Den Einzelhandel mit 23 000 Beschäftigten, die Apotheken mit 1 000, die Garagen mit 5 000, die Tankstellen mit 2 500.“ Sowie Großhandel und Grossisten mit bis zu 18 000 Leuten und den elektronischen Handel, dessen genaue Beschäftigtenzahl selbst die Confederation nicht kenne. „Es dürften ungefähr 4 000 sein.“

Per Kollektivvertrag aus dem Mindestlohn

Der geregelte Weg aus einem Mindestlohn in ein besseres Gehalt führt über Kollektivverträge. Im Handel laut Nace-Code würden im, wenn man so will, „klassischen Handel“ drei Viertel der Beschäftigten unter Kollektivverträge fallen, sagt Tom Baumert. Das heißt, im Einzelhandel in Supermarktketten, aber auch in Geschäften wie Massen, Pall Center oder Lafayette. Apotheken und Garagen haben sektorielle Kollektivverträge. „Die Verträge bringen es natürlich mit sich, dass man nach ein paar Jahren schnell über den Mindestlohn hinausgelangt.“ Doch ob Kollektivvertrag oder nicht, die Höhe des Mindestlohns spiele für alle Betriebe eine sehr große Rolle. Für die ohne Kollektivvertrag wirkt eine Erhöhung des Mindestlohns sofort auf die Gehälterstruktur. Die mit Kollektivvertrag würden die Entwicklung der Laufbahnen „fast immer“ vom unqualifizierten Mindestlohn aus berechnen. Laut Statec, sagt Baumert, flossen 2023 fast 76 Prozent des von einem Betrieb im Sektor geschaffenen Mehrwerts in Personalkosten.

Was die Auseinandersetzung um eine strukturelle Erhöhung des Mindestlohns berührt, die wahrscheinlich noch nicht beendet ist. Man kann von dort aus auch die Frage stellen, ob der Luxemburger Mindestlohn erhöht werden müsste, damit er für Grenzpendler attraktiv bleibt, wenn in deren Wohnsitzland der Mindestlohn steigt. Laut Statec liegt der *frontaliers*-Anteil im Sektor Handel/Garagisten bei 61 Prozent. „Damit stehen wir in direkter Konkurrenz mit den Mindestlöhnen der Nachbarländer“, so Baumert. Doch obwohl die in den letzten Jahren gestiegen sind, „rekrutieren wir noch immer gut“. Zumal die Steuerbefreiung des Mindestlohns „mehr Netto“ ergibt. ●

Vor 25 Jahren war die Baubranche die mit den zweitmeisten Mindestlohn-Empfängern. Das ist heute nicht mehr so



Second souffle

IIII Georges Canto

L'instabilité géopolitique booste la recherche en énergies renouvelables



Conseil européen
le 19 mars

Publié fin mars, un rapport de l'OCDE révélait qu'au cours des dernières années l'énergie et l'environnement ne faisaient plus partie des priorités en matière de dépenses publiques de recherche et de développement. Mais la crise née de la situation au Moyen-Orient a rebattu les cartes et permet d'espérer une accélération de la transition énergétique, portée par de nombreuses innovations. Selon les « Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE », en 2024, l'intensité de R&D, mesure phare rapportant les investissements en recherche-développement au PIB, s'est élevée à 2,7 pour cent pour l'ensemble des pays membres de l'organisation, l'UE étant un peu en retrait avec 2,1 pour cent. Dans les deux cas les chiffres étaient stables depuis 2020.

L'OCDE attire l'attention sur deux points-clés. Le premier concerne le déclin constant du secteur public, qui ne contribue qu'à 27 pour cent des budgets, une part identique à celle de 2023, mais en recul de six points par rapport à celle de 2010. Ses dépenses progressent moins vite que celles du privé (à peine +0,7 pour cent en 2023) voire diminuent : -4,1 pour cent en 2024, un recul en termes réels plus important qu'anticipé. Le second est celui d'une réorientation des crédits de recherche publics en faveur de la défense. Ils ont crû de 1,2 pour cent en 2024, une moyenne qui cache le fait qu'ils ont augmenté de près de 18 pour cent au Japon et de 11,5 pour cent dans l'UE. Après plusieurs années de croissance, ceux liés à l'énergie et à l'environnement ont reculé de huit pour cent la même année, et sont désormais deux fois et demi moins élevés que ceux consacrés à la défense, qui atteignent 111 milliards de dollars, soit une augmentation de 17 pour cent par rapport à 2020.

Le « sacrifice » de la recherche publique dans le domaine de l'écologie est tout sauf une surprise. La période 2022-2025 a été marquée par une montée des tensions internationales et un rebond

inattendu de l'inflation, surtout en 2023. Dans ce contexte, les préoccupations liées au coût de la vie, à la sécurité ou à l'emploi prennent le dessus sur l'environnement, un phénomène très souvent observé dans le passé. L'inquiétude climatique ne disparaît pas, mais les opinions publiques opèrent une « hiérarchie des urgences » en se focalisant sur les menaces les plus immédiates, comme celles qui pèsent sur le pouvoir d'achat, avec des conséquences visibles à la fois sur le niveau global des investissements et sur celui des fonds consacrés à la recherche.

Par ailleurs, les investissements et la recherche en énergies nouvelles sont très dépendants du niveau des prix des énergies fossiles. Quand ces derniers augmentent fortement, l'exploitation de nouvelles sources devient rentable. Mais quand ils se stabilisent ou diminuent, en valeur nominale ou après déduction de l'inflation, les mauvaises pratiques reviennent. L'exemple du pétrole est édifiant. Fin février 2026, juste avant la guerre en Iran, le baril valait à peine deux fois le prix atteint au printemps 1979, au moment du deuxième choc pétrolier. Or, sur cette période de presque 47 ans, le niveau général des prix a été quasiment multiplié par trois au Luxembourg, et par quatre en France.

La baisse du prix du brut en termes réels (*d'Land*, 24.032026) n'a pas favorisé la transition énergétique et explique pourquoi les énergies fossiles que sont le pétrole et le gaz représentent encore près de soixante pour cent de la consommation d'énergie primaire dans le monde (plus de 80 pour cent en incluant le charbon). Les données de l'OCDE remontent à l'année 2024. Les chiffres définitifs pour 2025 ne seront disponibles qu'à la fin de l'été 2026. Mais les estimations montrent d'ores et déjà que la tendance se confirme. L'explication est simple : l'augmentation des dépenses militaires publiques. Dans l'UE, elles ont atteint un niveau record d'environ 380 milliards d'euros, soit environ 2,1 pour cent du PIB, selon les chiffres

L'instabilité au Moyen-Orient remet en selle les considérations écologiques et environnementales

de l'Agence européenne de défense (AED). Cela a représenté une hausse de onze pour cent par rapport à 2024 et un doublement en valeur nominale par rapport à 2020.

Cet effort d'équipement s'est logiquement accompagné d'un accroissement des dépenses de recherche dans le domaine militaire, l'état des finances publiques dans de nombreux pays impliquant par ailleurs de faire des arbitrages aux dépens d'autres postes considérés comme non urgents. Plusieurs ONG comme Réseau Action Climat ont fait état de « reculs environnementaux » entre 2024 et 2025 : baisse ou suspension d'aides à la transition, soutien renforcé à certains secteurs énergivores, le tout présenté comme des mesures de soutien ou de compétitivité.

Mais l'instabilité au Moyen-Orient pourrait se traduire par une modification de l'ordre des priorités, en remettant en selle les considérations écologiques et environnementales. Directement impactés par la flambée des prix du pétrole et du gaz, pour la deuxième fois en quatre ans, les pays européens sont bien décidés à accélérer la décarbonation et à réduire leur dépendance aux

hydrocarbures importés. Le Conseil européen des 19 et 20 mars a clairement réaffirmé que la transition énergétique était « la stratégie la plus efficace » pour accroître l'autonomie énergétique et amortir les chocs de prix, ce qui constitue un signal politique clair aux investisseurs publics et privés. Il rappelle sa volonté de maintenir et de concrétiser les objectifs climat-énergie à horizon 2030 (-55 pour cent d'émissions nettes par rapport à 1990, au moins 42,5 pour cent d'énergies renouvelables dans le mix énergétique) et la neutralité climatique à l'horizon 2050.

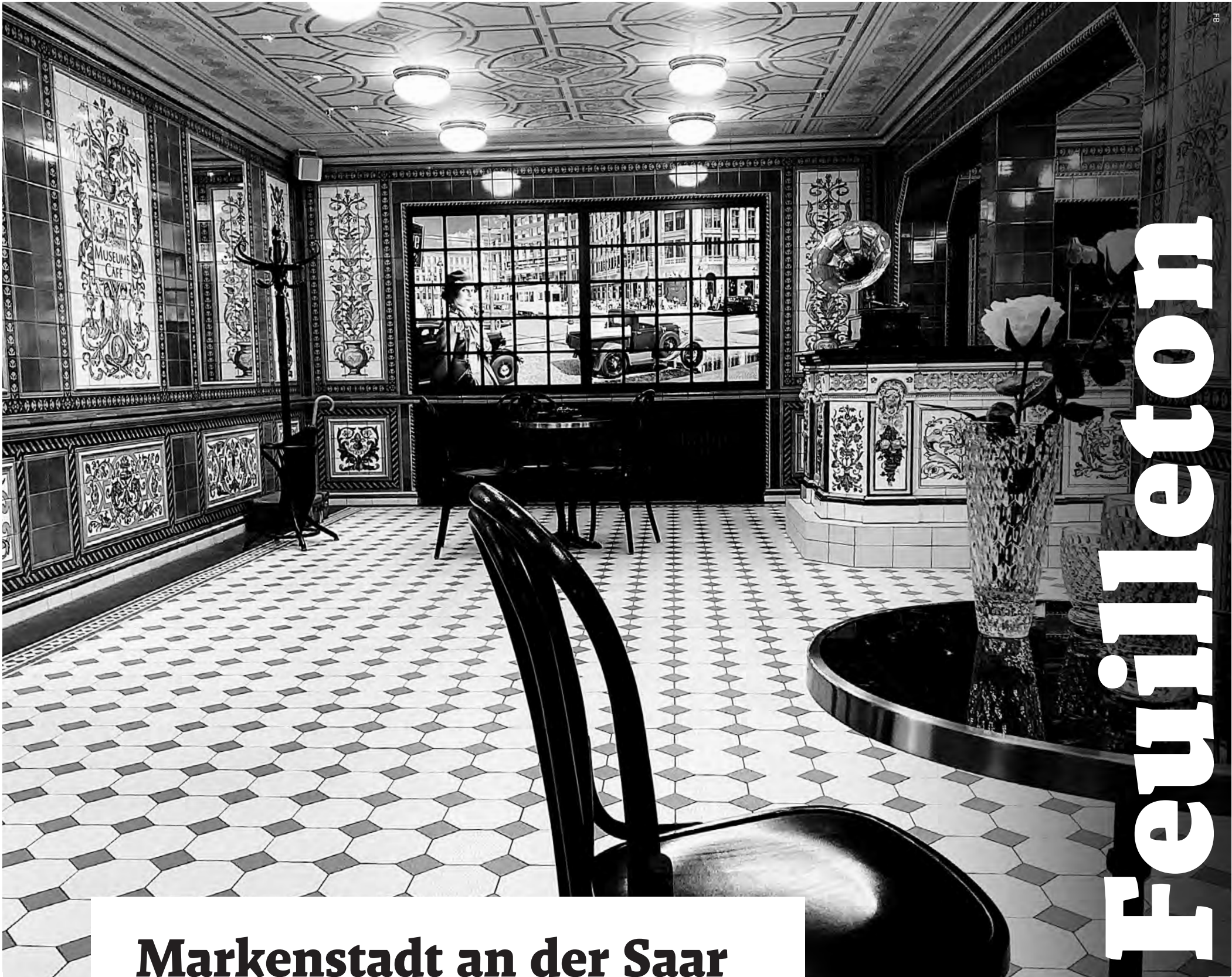
Pour autant il ne s'agit pas de développer les énergies non-fossiles « à l'identique », c'est-à-dire sous la forme qu'on leur connaît aujourd'hui. Pour les rendre plus performantes, plus faciles à mettre en œuvre et possiblement moins coûteuses, il existe une appréciable marge de progression alimentée par des innovations, elles-mêmes issues du rebond des budgets alloués : en dix ans (2015-2024) les dépenses publiques de R&D dans le secteur de l'énergie ont été multipliées par trois dans l'UE, selon l'Agence internationale de l'énergie. Du côté des renouvelables, les pistes les plus prometteuses combinent amélioration du rendement, réduction de l'intermittence et meilleure intégration dans l'environnement.

Les panneaux solaires deviennent nettement plus efficaces, à la fois en rendement (pourcentage de lumière convertie en électricité) et en puissance par m², tout en étant plus économes en matériaux (couches plus fines) et mieux intégrés au bâti. La quantité d'électricité produite par les éoliennes progresse rapidement grâce à de plus grandes pales et des mâts plus élevés. Sur terre leur puissance moyenne est aujourd'hui proche de quatre mégawatts, soit quatre fois plus qu'il y a vingt ans, pour la même emprise au sol. Quant aux éoliennes offshore elles sont quatre à cinq fois plus puissantes que les « terrestres ».

La technologie, notamment l'IA, permet d'améliorer la gestion du vent, avec comme conséquence une meilleure conversion en électricité et un allongement de la durée d'utilisation des machines, qui tournent en moyenne plus des trois-quarts du temps. Ces avancées permettent de répondre en partie à l'une des principales critiques adressées aux énergies renouvelables, à savoir leur intermittence, qui freine leur adoption. Une autre des solutions au problème est le stockage de l'électricité produite, via des batteries de longue durée ou sa transformation en hydrogène. Mais il s'agit encore de technologies émergentes.

En matière de renouvelables, un potentiel important reste à exploiter du côté de la production de biogaz, et également en matière maritime (courants et énergie thermique). La France a été pionnière dans ce domaine avec son « usine marémotrice » bretonne, inaugurée en 1966 mais jamais reproduite. La taille des infrastructures et leur prix sont plutôt dissuasifs. Les réflexions portent sur des projets moins ambitieux, donc moins chers et plus faciles à mettre en place. C'est justement ce type de solution qui a aujourd'hui les faveurs des autorités dans le domaine du nucléaire, avec de nombreux projets de SMR (*Small Modular Reactor*). Les investissements à consentir restent modestes par rapport aux grandes centrales, avec une fourchette allant de cent millions d'euros à 1,5 milliard, et sont plus faciles à financer. Ils sont aussi plus rapides à déployer. Mais, étant moins puissants que les EPR par exemple, leur coût par « mégawatt installé » reste plus élevé.

Plusieurs initiatives nationales ont vu le jour. En Europe, elles sont concentrées en France, au Royaume-Uni, en Pologne, aux Pays-Bas et en Finlande, avec souvent des technologies différentes. Au niveau de l'UE, la Commission européenne a lancé en février 2024 l'Alliance industrielle européenne sur les petits réacteurs modulaires, qui réunit plus de 350 acteurs publics et privés avec comme ambition de faciliter et d'accélérer le développement de SMR sûrs, à faible teneur en carbone et compétitifs. L'Alliance vise aussi à harmoniser le cadre réglementaire et à améliorer les conditions de financement. ●



Markenstadt an der Saar

IIII Frédéric Braun

Fliesenparadies:
Nachbaur
Dresdner
Pfunds-Molkerei

**In Mettlach entwickelt Villeroy & Boch
gemeinsam mit der Stadtverwaltung
ehemalige Industrieflächen.
Auch die Konzernhistorie im neu eröffneten
Firmenmuseum bleibt Chefsache**

Vieux Luxembourg: Bei so mancher Osterfeier stand es wohl auf dem Tisch – als komplettes Feiertags-Set aus dem elterlichen Schrank, von Jungfamilien übernommen oder von zugezogenen Expats als Zeichen ihrer Integration. Das Porzellan zeigt zarte, kobaltblaue Blumenranken und filigrane Blätter auf weiß glasiertem Untergrund, verziert mit feinen Reliefstrukturen. Es stammt aus der Spätphase des Rokokos und ist vom Delfter Blau inspiriert. Bis heute gilt das *décor à la brindille* als Inbegriff luxemburgischer Tischkultur. Dabei reichen seine Ursprünge in die Zeit vor der Gründung des Luxemburger Staates zurück.

Im Buffetschrank bewahrt, überdauerte das Speisegeschirr die Zerstörung der Villeroy & Boch-Manufaktur in Septfontaines 1795 durch französische Revolutionstruppen und anschließend den politischen Wechsel von 1839. Als Relikt einer versunkenen Welt und zugleich Bezugspunkt inmitten der neuen Ordnung, in die man mehr oder weniger ungefragt hineingeworfen wurde. Zwar wurde die „Suppe“ des Londoner Vertrags – die den Luxemburgern zugefallene Unabhängigkeit – vielleicht nicht mehrheitlich in Vieux Luxembourg ausgelöffelt, dafür entwickelten sich die vorrevolutionären Fayencen im jungen Luxemburg des ausgehenden 19. Jahrhunderts zu gesuchten Sammlerobjekten. Und spätestens seit den 1970er-Jahren, als sich Villeroy & Boch für eine an die Tischgewohnheiten angepasste Neuauflage des Designs entschied, vielleicht sogar

*2010 dann erfolgte mit der
Schließung des Standorts
Luxemburg der vorläufige
Bruch mit einer über
200-jährigen
Unternehmensgeschichte*

zu einem Symbol dafür, wie aus Fremdzuweisung eigenes Handeln erwachsen kann.

2010 dann erfolgte mit der Schließung des Standorts Luxemburg der vorläufige Bruch mit einer über 200-jährigen Unternehmensgeschichte. Von dem stark zugespitzten sozialen Konflikt, in dem sich die Arbeiter trotz harter und anspruchsvoller Arbeit vom Unternehmen im Stich gelassen fühlten (woxx, 29.10.2009) ging auch ein negatives Signal für die industrielle Zukunft Luxemburgs aus, vier Jahre nach Verkauf der ARBED-Anteile. Von all dem erfährt man im Firmenmuseum am Konzernsitz Mettlach erwartungsgemäß wenig bis nichts.

Vom kostenfreien Parkplatz an der Saaruferstraße, gegenüber der charmanten, neugotischen St.-Josephs-Kirche, wo sich die Familiengruft derer von Boch befindet, gelangt der Besucher über den modernen Seiteneingang eines renovierten Fabrikgebäudes in den ersten Stock. Vor einer automatischen Schranke wird er von einer Weltkugel empfangen, auf der einige berühmte Adressen vermerkt sind, an deren Innenausstattung Villeroy & Boch beteiligt war: das Knickerbocker Hotel in New York, das KaDeWe in Berlin oder das Grand Hôtel in Stockholm. Hinter der Schranke betritt der Besucher den ersten Teil der Ausstellung: eine Nachbildung der beeindruckenden Dresdner Pfunds-Molkerei mit Tresen, Grammophon und Thonet-Stühlen, die bereits im früheren Keramikmuseum als Café diente, heute jedoch nur noch als Kulisse fungiert. Von dort aus führt der Rundgang über mehrere Stationen, an denen die Besucher die Bestandteile von Porzellan und die einzelnen Produktionsschritte – Formgebung, Grünputz, Klangtest – kennenlernen, weiter in einen Showroom mit diagonalspühlenden Toiletten, Badewannen, die zu schweben scheinen und matten Waschbecken aus der neuesten Kollektion. Dieser endet in einem frisch riechenden Raum, gestaltet in Grün- und Grautönen und untermalt von Naturklängen. Spätestens hier wird dem Besucher bewusst, dass er sich in einem Firmenmuseum befindet.

[...]

[Fortsetzung von Seite 15]

Das eigentliche Museum befindet sich dahinter, in der sogenannten „Schatzkammer“, einem repräsentativen Saal der ehemaligen Benediktinerabtei. Vorbei an einem stilvollen Bad aus den 1920er-Jahren mit dunkelgrünen Wandfliesen, massiven Sanitäranlagen, telefonartigen Duschköpfen und Waschbecken ohne Mischbatterie auf der linken Seite, sowie an dem psychedelischen Bad Luigi Colani aus den 1970er-Jahren mit pulsierenden Brauntönen an den Wänden, geschwungenen, kräftig grünen Waschbecken und apricotfarbenen Fliesen, betritt man den chronologischen Teil der Ausstellung.

Diese erzählt die faszinierende überregionale Geschichte von Villeroy & Boch – von den bescheidenen Anfängen in Deutsch-Oth und Septfontaines bis zur Ernennung zur kaiserlichen Porzellanmanufaktur unter Maria Theresia. Zu sehen sind exquisite Rokoko-Terrinen, fayencene Tintenfässer, Salz- und Pfefferspender sowie Suppentöpfe im berühmten Manoir-Dekor. Historische Stilrichtungen wie Historismus und Jugendstil zeigen die Entwicklung des Designs über die Jahrhunderte. Ein besonderes Highlight sind die weltberühmten „Mettlacher Platten“: keramische Boden- und Wandfliesen, inspiriert vom römischen Bodenmosaik in Nennig. Unter der Leitung von Eugen von Boch (1809–1898) verband das Unternehmen antike Ästhetik mit industrieller Fertigung. Bereits 1869 eröffnete Villeroy & Boch eine eigene Mosaikfabrik, und die Fliesen fanden ihren Platz in Bahnhöfen, Theatern und Kirchen in ganz Europa. Eugen von Boch, 1892 in den preußischen Adelsstand erhoben, legte damit den Grundstein für den Ruf von Villeroy & Boch. Zudem zeigt die Ausstellung exklusive Aufträge für adelige und kirchliche Kunden, darunter das Blau-Weiß-Rote Service für Ludwig II., Kronprinz von Bayern oder Geschirrservice für den Vatikan. Daneben Design-Ikonen der 1960er-Jahre, wie Helen von Bohcs „La Boule“.

Der dahinterliegende Raum ist der Familie gewidmet. Die Bohcs betrieben seit 1748 eine erfolgreiche Töpferwerkstatt in Luxemburg, während die Familie Villeroy bereits eine eigene Keramik- und Porzellanmanufaktur in Frankreich führte. 1836 schlossen die beiden Familien eine Partnerschaft, und durch Heiraten zwischen Mitgliedern beider Familien wurden die Unternehmen und Familienbande fest miteinander verbunden. Aus dieser wohlhabenden Familie stammten auch Künstler: Eugène Boch (1855–1941)

war ein belgischer Maler, der in Paris Malerei studierte und ein Freund von Vincent van Gogh wurde. Eugènes Schwester Anna Boch war ebenfalls Malerin, Mitglied der Künstlergruppe „Les XX“ und eine wichtige Förderin von Künstlern, darunter van Gogh, von dem sie ein Gemälde erwarb, das lange als das einzige zu Lebzeiten verkaufte Werk galt. Von beiden Geschwistern sind mehrere, sehenswerte Gemälde ausgestellt.

Vergleichsweise wenig erfährt der Besucher über die Jahre 1933 bis 1945. Zwar ist unter den Exponaten das Service der Zeppelin-Gesellschaft zu sehen, doch zur Heirat der Boch-Erbin Martha von Boch im Jahr 1909 mit Franz von Papen, Hitlers Wegbereiter zur Macht und Totengräber der Weimarer Republik, dessen Funktion als Reichskanzler 1932 und später Vizekanzler in Hitlers Regierung ihn zu einer Schlüsselfigur beim Sturz der Demokratie machte, findet sich nichts. Auch das Thema sowjetische Zwangsarbeiter bleibt unerwähnt. Die Existenz eines Ostarbeiterinnenlagers in Mettlach ist jedoch historisch belegt.

In einer Videostation kommen die Erben ausführlich zu Wort. Stolz berichten sie von der Antonius-Bruderschaft in Septfontaines, die von Pierre-Joseph Boch gegründet wurde – ein frühes soziales Versicherungssystem, zu dem sowohl die Arbeitnehmer als auch das Unternehmen beitrugen und das später Bismarck zu seinem Sozialversicherungssystem inspiriert haben soll. Ein Blick auf die jüngere Unternehmensgeschichte zeigt jedoch, dass Villeroy & Boch 2010 gemeinsam mit mehreren Herstellern von der Europäischen Kommission, aufgrund angeblicher Preisabsprachen im Sanitärmarkt zu einem Bußgeld von rund 71,5 Millionen Euro verurteilt wurde. Das Unternehmen legte Einspruch ein und bestritt die Vorwürfe, doch das EU-Gericht bestätigte die Strafe später.

Von der ehemaligen Benediktinerabtei bietet sich der Blick auf das jenseits der Saar gelegene Schloss Saareck, das historisch den Familien Boch und Villeroy als Wohn- und Repräsentationssitz diente. Heute wird das Schloss für Hochzeiten und andere Veranstaltungen genutzt und beherbergt ein exklusives Hotel. In unmittelbarer Nähe liegt das ehemalige Gestüt. Die Spuren der Keramikdynastie sind in Mettlach allgegenwärtig. Ein weiteres Beispiel dafür ist die neoromanische Wallfahrtskirche St. Lutwinus. Der Legenden nach wurde Lutwinus, dessen Gebeine im Chor der Kirche ruhen, von einem gottgesandten Adler vor Sonnenbrand geschützt. Das Unternehmen unterstütz-

2024 erzielte Villeroy & Boch erstmals einen Konzernumsatz von einer Milliarde Euro

te nicht nur den Bau, sondern lieferte auch wesentliche Teile der Innenausstattung, Bodenfliesen, Terrakottakreuzwegstationen sowie kunstvolle Gold- und Glasmosaik.

2024 erzielte Villeroy & Boch erstmals einen Konzernumsatz von einer Milliarde Euro. Die Übernahme des Sanitärtechnikunternehmens Ideal Standard steigerte den Umsatz im ersten Halbjahr 2025 um rund 50 Prozent und verdoppelte die Zahl der Mitarbeitenden auf etwa 12 500. Das Dining-Sortiment ist seit Jahren rückläufig. Mit dem vollständig durch den Konzern renovierten Villeroy & Boch Welt Zentrum rechnet man jährlich mit bis zu 70 000 Besuchern. Zum Vergleich: der nahegelegene Baumwipfelpfad an der Saarschleife zieht jährlich etwa 150 000 bis 200 000 Menschen an. Bürgermeister Daniel Kiefer (SPD) hofft auf eine Belebung des Stadtkerns von Mettlach, unterstützt durch rund 100 000 Euro Landesmittel für das Projekt „City-Management Ortszentrum Mettlach“. Parallel laufen städtebauliche Maßnahmen im Rahmen des Masterplans „Mettlach 2.0/3.0“, der Gewerbe, Tourismus und Innenstadtentwicklung verbindet. Unter anderem ist die Instandsetzung der englischen Parks und die Umnutzung weiterer Industriebrachen geplant. In der Innenstadt wurden bislang lediglich die Mietverträge für das Villeroy & Boch Outlet aufgelöst; es befindet sich nun im Untergeschoss des Museums. ●



Psychedelisch:
1970er-Jahre Bad
von Luigi Colani

Vom Mudam zum Who-dam

III Anina Valle Thiele

Mit *A Whole New World* zeigt das Mudam eine umfassende Werkschau des queeren Künstlers Simon Fujiwara. Die Schau stellt gute Fragen, verunsichert verspielt und irritiert. Doch bleibt auch Unbehagen

Der Ansatz ist vielversprechend, die Ausstellung klingt nach einem hohen Grad an (Selbst-) Reflexion und dazu verspielt. Unter dem Titel *A Whole New World* darf der britisch-japanische Künstler Simon Fujiwara derzeit das gesamte Erdgeschoss des Mudam bespielen und sein eigenes Werk der letzten 20 Jahre und die (Markt-)Mechanismen der Kunstwelt zur Schau stellen.

Das Mudam verwandelt Fujiwara durch die Mickey-Mouse-artige Kunst-Cartoon-Figur des *Who the Bear*, der kein festgelegtes Gender, keine konkrete Nationalität und keine vorgegebene Sexualität hat, kurzerhand ins *Who-Dam* – ein Wortspiel, das im Deutschen bei Weitem nicht so gut funktioniert wie im Englischen, dem *Whoseum of Who*, seinem Ausgangspunkt.

Bei der Presseführung erzählte Ausstellungskurator Léon Kruijswijk, dass ihn die Räumlichkeiten direkt an Disneyland erinnern hätten. *Eyecatcher* ist ein großes Gemälde in der Grand Hall. Die neu in Auftrag gegebene Arbeit *A whole New World (for Who?)* (2026) ist eine Neuinterpretation von Pablo Picassos ikonischem Bild *Guernica* (1937) – und doch erkennbar für jeden.

Guernica mit Mickeymäusen

Fujiwaras Version von *Guernica* irritiert durch die verspielten Verfremdungen (Mäuse, die verletzt übereinander liegen) und lässt einen an Art Spiegelmans Maus-Cartoon denken. Mit Blick auf das Geschehen in der Welt kommen Medien-Bilder hoch. In seiner Version befänden wir uns am Tag danach, erläuterte der Künstler beim Gang durch die Ausstellung.

Auf der anderen Seite dieser *Guernica*-Version begegnet man dem Maskottchen *Who – the Bear* nochmal in Videos und Collagen. Er erscheint als größenwahnsinniges Fabelwesen, das das Museum nach seinen ver-queeren Vorstellungen neu-inszeniert, indem es in unterschiedliche Rollen schlüpft – von der Rolle der Direktorin, über Kunsttechniken bis zur Architektur des Baus selbst. Cartoons seien Kompromisse, mäandernd zwischen Fantasy und gender-neutral, respektive fluid, so der Künstler über die von ihm gewählte Form.

Lacan reloaded: im Spiegelstadium queerer und vermarkteteter Identitäten

Schelmisch verwandelt *Who* das Mudam in einen Freizeitpark. Er liefere damit „einen ironischen Kommentar zum wachsenden Druck, der auf Kunst, Künstler/innen und Museen lastet, sich in einer von Kapitalismus, Marketing und Branding geprägten Welt behaupten, unterhalten und konkurrieren zu müssen,“ liest man im begleitenden Text.

Vor dem Café biegt man ab in die *Hall of Mirrors*. Mit Erinnerungen an die große, doch recht wirre Lacan-Retrospektive im Centre Pompidou in Metz (Lacan, l'exposition, 2023-2024) ist der Raum eine Überraschung.

Der Bezug zu Lacan findet sich hier unmittelbar, verweist er doch mit dem bunten Gemälde *The Mirror Stage* (2009-13) direkt auf ihn. Eine Kindheitsbegegnung mit einem abstrakten expressionistischen Gemälde sei für ihn seiner Zeit eine Art ‚Erweckungserlebnis‘ gewesen. Es war der

Spiegel seines Selbst. Als er das bunte Gemälde sah, wusste er, dass er Künstler werden will und dass er möglicherweise homosexuell ist.

Glatt wie aus einem Frauenmagazin wirkt seine große Bild-Serie *Joanne* (2016-18). Darin fragt er danach, was es in Zeiten von pornohaften Deep-Fakes bedeute, ein Bild von sich selbst, zurückzuerobert. Die ehemalige Künstlerin (und Model), Joanne Salley war einst Fujiwaras Kunstlehrerin. Sie wurde zum Gegenstand eines Boulevard-Skandals, als Nacktbilder von ihr ohne ihr Einverständnis online verbreitet wurden.

Kulturelle Obsession und Wegwerfgesellschaft

Dahinter säumt eine Reihe von Büchern auf einem Regal die Wand: Hunderte Exemplare von *Fifty Shades of Grey* spiegeln aneinandergereiht Massenkonsum und Wegwerfgesellschaft.

Mit dem *Fifty Shades Archive* (seit 2017) will Fujiwara die verborgenen ökologischen und soziologischen Kosten der Massenobsession offenlegen. Der erotische Pop-Roman aus 2011, von dem über 100 Millionen Exemplare weltweit verkauft wurden, findet häufig seinen Weg in Second-hand-Läden. Denn das Buch kann aufgrund einer giftigen chemischen Substanz im Bucheinband nicht recycelt werden.

Fujiwara kaufte den gesamten verbleibenden Bestand des Oxfam-Shops kurzerhand auf, um das weltweit größte Archiv eines einzelnen, einstigen Must-Have und nun unbegehrten Buches zu schaffen.

Die Wand-Serie *Masks* (Merkel 2015-17) zeigt dicke Schichten eines natürlich und authentisch wirkenden Make-ups. Fujiwara verwendete bewusst das Make-up von Angela Merkel, um zu zeigen, wie Macht verdeckt und/oder verfestigt wird.

„Globale Ikone“: Anne Frank

Im Raum *Hop House* untersucht Fujiwara das Erbe Anne Franks als popkulturelles Massen-Phänomen. In der Führung erläuterte der Künstler,

dass er sich die Frage stelle, wie sie „zum Symbol der Unschuld“ und „Symbol der Tragödie“ hat werden können.

Ihn habe ihre Kommerzialisierung interessiert. Nach einem Besuch im Anne-Frank-Haus in Amsterdam erwarb Fujiwara im Museumshop ein Kartonmodell des Gebäudes im Maßstab 1:60. „Die Tatsache, dass ein solch bedeutender historischer Ort (verkleinert) als Konsumprodukt erhältlich war, veranlasste ihn dazu, Anne Frank nicht allein als Opfer des Holocaust zu betrachten, sondern auch als globale Ikone, deren Geschichte Filme Theaterstücke und Waren hervorgebracht hat und Teil einer weitreichenden Kulturindustrie geworden ist“, liest man im begleitenden Text. So hat er in dem weitflächigen Raum die Schlafzimmerwand Franks rekonstruiert und stellt ein Kleidungsstück (Outfit) der Sängerin Beyoncé aus, das die Pop-Ikone im Anne-Frank-Haus trug.

Befremdend mutet sein Werk *Likeness* (Ähnlichkeit, 2018) an. Hier werden die Besucher/innen an eine überlebensgroße Wachsfigur von Anne Frank heranzoomt, auf die Fujiwara nach einem Besuch in Madame Tussauds Wachsfigurenkabinett in Berlin stieß. Die Puppe Anne Frank sitzt hier an einem Schreibtisch und schreibt in ihrem Tagebuch. Die Arbeit lenke den Blick darauf, wie „das Sehen selbst zu einem übergreifigen und politisch aufgeladenen Akt werden kann“, heißt es im Begleittext. Tatsächlich wird die Begutachtung der Figur, die sich im Mudam noch dazu in einer Art Gehege befindet, zum eher voyeuristischen Akt. Es kommt die Frage auf: Welche Dimension fügt das Werk hinzu, oder ist es nicht selbst ein Effekt, eine popkulturelle Verdopplung, die es angeblich kritisieren will?

In der Serie *Syphilis: A conquest* (2020-23) verarbeitet Fujiwara seine eigene Erkrankung. Er zeigt, wie an Syphilis Erkrankte über Jahrtausende gesellschaftlich stigmatisiert wurden und erschafft in phantasievollen, illustrationsähnlichen Zeichnungen (s)eine Gegenwelt, in der er die Krankheit als eine Art „Ehrenabzeichnen“ behandelt, die ihn in einer langen Tradition mit Künstlern wie Vincent van Gogh oder Paul Gauguin verbindet, über die gemutmaßt wird, dass sie ebenfalls an Syphilis erkrankt waren.

Intime, sensible Auseinandersetzung: *The way*

Die Installation *The Way* (2015-26; acht vergrößerte Filmstills) in einem Raum des Kellers (des Leir-Pavillons) ist schließlich eine Hommage an den japanischen Pornodarsteller Koh Masaki, der 2013 im Alter von 29 Jahren verstarb. Fujiwara kreierte das Werk, nachdem er im Internet auf intime Fotos gestoßen war, in denen Masaki im Krankenhaus von seinem Partner gepflegt wird. Er machte die letzte Szene ausfindig, in der der Darsteller vor seinem Tod in einem Pornofilm aufgetreten war. Der Künstler konzentrierte sich auf die Ejakulationsszene, entnahm der Sequenz mehrere Standbilder und zoomte sie heran. Die gespenstisch anmutenden Bilder wirken eindrücklich, fangen sie doch einen flüchtigen, ekstatischen Moment ein – eingefroren zwischen Bewegung und Stillstand, Leben und Tod.

Fujiwaras Ausstellung ist in weiten Teilen interessant und regt zum Nachdenken an. Gewitzt hinterfragt er Bilder wie popkulturelle Phänomene, Machtstrukturen wie unser Konsumverhalten.

In der Annäherung an seine Sujets legt der Künstler allerdings nicht immer dieselbe Sensibilität an den Tag. Während sich Fujiwara etwa dem japanischen Pornodarsteller Masaki mit seiner Installation *The Way* behutsam (an-)nähert, geht er mit dem Erbe von Anne Frank wenig(er) sensibel um. Sehr direkt hinterfragt er mit *Das Tagebuch* und *Likeness* das Erbe der während der Schoah deportierten und ermordeten Anne Frank als popkulturelles Massenphänomen, wundert sich über ihre Kommerzialisierung und stellt (nicht ohne Neid) die Frage, wie das ikonische Bild von Frank solch eine Kraft („such a power“) entwickeln konnte.

Mit Blick auf seine Interpretation von *Guernica* und den Raum *The Hope House* steht man vor der Frage: Wie viel Selbstreflexion verträgt die Kunstwelt, bis sie ins plakativ Geschmacklose kippt? ●

Simon Fujiwara: *A Whole New World* ist noch bis zum 23. August im Mudam zu sehen. Weitere Informationen unter: mudam.com



Who the Bear – ein wiederkehrendes Motiv

Andrea Rossetti



You better sing !

IIII Fabien Rodrigues.

Trois lieux annoncent le renouveau d'une tendance : le karaoké

Longtemps relégué au rang de souvenir d'adolescence, d'activité entre collègues à la limite du cringe ou de punition suite à la perte d'un pari quelconque, le karaoké fait un retour surprenant depuis quelques mois sur la scène de l'entertainment de groupe luxembourgeois, notamment grâce à l'ouverture de trois établissements aussi variés que dédiés à l'art de chanter faux, mais ensemble. Mais avait-il réellement disparu pendant tout ce temps ?

Certes, il y a les références cinématographiques et télévisuelles qui ont donné des envies de karaoké à tout un éventail de générations : qui n'a pas fantasmé sur Scarlett Johansson alors qu'elle entame nonchalamment *Brass in Pocket* des Pretenders en perruque rose dans *Lost in Translation*, qui ne s'est pas identifié à l'icône pop Bridget Jones, lorsque son interprète Renée Zellweger interprète, elle, clope au bec, un *Without You* de Mariah Carey à se percer les oreilles ; ou qui encore ne s'est pas imaginé sur la scène du fameux « bar » d'Ally Mc Beal pour pousser une chansonnette endiablée avec Vonda Shepard et Barry White ? Si toutes ces scènes ont marqué petits et grands écrans dans les années 1990 et 2000, le karaoké s'était fait plus que discret depuis, au profit de nouvelles expériences de groupe plus *trendy*, comme les escape games, les open airs ou les simples tournées des bars sans objectif défini.

La pandémie n'avait rien arrangé : coincés chez nous pendant des mois, impossible de songer à nous cloîtrer en espace clos lors du déconfinement. Par tous les temps, la terrasse était redevenue l'objectif à atteindre coûte que coûte. Toutefois, sans crier gare, le karaoké s'est vu offrir un retour de *hype* presque flamboyant en 2025 sur la scène nocturne du pays. Alors oui, certains diront que le chanter ensemble n'avait jamais vraiment disparu, érigé par exemple au statut de tradition culturelle depuis quelques décennies et sans interruption à l'Oscar's du Grund ou lors de quelques événements dédiés ci et là, au Gudde Wëllen par exemple. Mais il faut faire une différence entre le karaoké et le *sing along*, où toute la salle chante ensemble, dans un espace commun, faisant peu de cas de qui tient le micro ou pas.

Une pratique commune dans les pays anglo-saxons ainsi qu'autour de la Méditerranée, mais que l'on retrouve aussi au sein de l'un des nouveaux lieux du karaoké dans la capitale luxembourgeoise, le Caribou Lounge & Karaoke, ouvert au printemps dernier rue Beaumont par le Québécois Jérôme Bergeron. Ici, en effet, au bout du bar, un espace commun et un grand écran projeté permettent d'interpréter le premier tube sélectionné, aux côtés de celles et ceux qui l'ont choisi, dans une décontraction toute canadienne — comme nous le confie Olivier, croisé sur place et arrivé au Luxembourg depuis deux ans de son Québec

Objectif : créer du souvenir, redonner de la place à la connexion humaine

natal : « Ça ressemble vraiment à beaucoup de karaokés de quartier où l'on peut s'installer sur un coup de tête, au coin de la rue, un vendredi soir à Montréal. » Une ambiance *next door*, voire un tantinet grunge, clairement voulue par le patron qui y a assorti les activités de chant, avec également des cabines privatives plus discrètes au premier étage, d'autres jeux de bars : borne d'arcade, billard, etc. Lassé d'un travail précédent qui manquait de contact humain, il affirme avoir eu envie de se lancer dans cette nouvelle aventure « avant même de constater un regain d'intérêt général, mais pour créer un endroit où j'aurais moi-même envie de passer du temps et de créer des souvenirs. » Pari gagnant ? S'il accueille au sein de son Caribou une clientèle a priori grandissante, « notamment grâce aux communautés italiennes et hispanophones, ainsi qu'à des groupes d'afterwork très variés mais venant souvent du secteur horeca, qui

trouvent l'ambiance décontractée à leur goût et qui ont envie d'apporter une expérience supplémentaire à une sortie », Jérôme affine encore son offre, une petite année après son inauguration.

Créer du souvenir, redonner de la place à la connexion humaine, loin — enfin, un peu plus loin au moins — des écrans de smartphones, c'est également ce qu'a souhaité offrir à la clientèle de GridX, et plus précisément de son Boom ! Karaoke, l'ancienne avocate Juliette Feitler, reconvertie dans l'événementiel depuis quelques années déjà. Ici, depuis septembre dernier, on mise sur un positionnement clairement premium, avec neuf salles chic et très instagrammables, un matériel son et lumières dernier cri et une pré-soirée test en plein air, pendant l'été, qui avait vu Marc Giorgetti performer un *My Way* aussi chaloupé qu'étonnant. S'il existe naturellement en tant qu'entité indépendante, Boom ! Karaoke s'inscrit aussi comme une partie intégrante du nouveau projet pharaonique de Wickrange, visant ainsi un public plus familial : pendant que les parents vont faire flamber la carte dans la galerie commerciale, les enfants vont donner de la voix en petits groupes. Juliette l'affirme d'ailleurs : « On y reçoit un nombre impressionnant de groupes de petites filles par exemple, qui viennent fêter leur anniversaire en mode princesses, ou encore des bandes de jeunes ados qui se pimpent pour venir, surtout sans les parents, profiter de leurs premières sorties en s'éclatant sur de la KPop. » En effet, rappelons-nous que le karaoké vient d'Extrême Orient et que la grande popularité des superproductions coréennes actuelles — KPop Demon Hunters en tête de gondole — aident grandement à redonner ses

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Batteries mutantes

IIII Jean Lasar

Alors que les moteurs à explosion les moteurs électriques semblent être arrivés à maturité en matière d'efficacité (avec un net avantage absolu pour les seconds), les technologies de stockage embarqué de l'électricité sont en pleine mutation. Au point que les véhicules à propulsion électrique équipés de batteries classiques au lithium, dont près de 18 millions d'exemplaires ont été vendus en 2025, risquent d'apparaître d'ici un ou deux ans comme de lourds canassons essoufflés face aux destriers infatigables que rendront possibles les batteries de conception plus récente. Avec un poids réduit, qui augmente fortement le rayon d'autonomie, un temps de chargement qui se compte en minutes et un coût de fabrication sensiblement plus bas, ces nouvelles batteries promettent d'être l'ultime clou dans le cercueil des moteurs thermiques.

Sans surprise, cette mutation est principalement impulsée par la Chine, championne des chaînes d'approvisionnement intégrées relatives à la décarbonation. Mais la Finlande et les États-Unis sont aussi dans la course, preuve qu'à défaut d'adopter des politiques industrielles en phase avec l'urgence climatique, Européens et Américains n'ont peut-être pas dit leur dernier mot en matière d'innovation.

L'accumulateur lithium-ion, inventé avec le soutien financier d'Exxon en 1972, a constamment progressé depuis. Entre 2000 et 2011, son prix a été divisé par dix. En plus du lithium, le nickel, le manganèse, le fer, le cobalt et d'autres métaux interviennent dans les décli-

naisons (NMC, LFP et LMFP principalement) de la technologie qui ont émergé au fil du temps. Basée à Ningde en Chine, l'entreprise CATL en est le leader, avec quelques 45 pour cent de parts de marché (le constructeur BYD, qui produit ses propres batteries, est à 14 pour cent). Ces deux firmes ne se reposent pas sur leurs lauriers : elles se préparent à mettre sur le marché des batteries considérablement plus performantes et moins chères. Des modèles au lithium dotés d'une densité énergétique qui promet des autonomies allant jusqu'à 1 500 km et une conception qui permet un chargement complet en 9 minutes sont censés arriver sur le marché dès cette année.

Des batteries au sodium, une matière abondante et bon marché, sont pressenties notamment pour les véhicules d'entrée de gamme. Elles utilisent des électrodes à l'état solide, ce qui permet de s'affranchir d'une série de contraintes qui limitent l'utilité de celles au lithium, et reviennent moitié moins cher. CATL vient de présenter, avec le constructeur public chinois Changan, une voiture de série de milieu de gamme dotée d'une batterie au sodium qui lui confère une autonomie de 400 km. Le modèle Nevo A06, attendu cet été, devrait coûter 16 800 dollars.

Donut Lab, une entreprise finlandaise, s'attaque avec beaucoup de fougue à ce segment. Elle affirme pouvoir produire des batteries au sodium qui seront moins chères et plus performantes que les meilleures batteries au lithium actuelles. En janvier, lors de l'événement CES

2026 à Las Vegas, elle affirmait que sa batterie atteignait une densité énergétique de 400 Wh par kilogramme, soit environ le double d'une batterie LFP (lithium-fer-phosphate) actuelle, avec un temps de chargement complet de cinq minutes et une durée de vie énorme (100 000 cycles de charge). De plus, elle serait utilisable sans problème entre -30 et 100 degrés Celsius, ne contiendrait ni terres rares, ni métaux précieux ni électrolytes liquides et inflammables. Cerise sur le gâteau, elle serait moins chère à produire que les accumulateurs conventionnels au lithium. Trop beau pour être vrai ? Certains restent sceptiques. Mais une entreprise américaine, Factorial, qui travaille sur une batterie à électrodes solides au lithium, affirme pouvoir produire des cellules à la densité énergétique 80 pour cent plus élevée que les éléments conventionnels. Elle a fait la démonstration, en septembre dernier, d'un trajet de 1 200 km effectué par une berline Mercedes modifiée.

En plus d'impacter favorablement les émissions de gaz à effet de serre liées à la mobilité, ces avancées sont aussi susceptibles de favoriser de manière décisive l'éolien et le photovoltaïque en rendant plus abordable le stockage de leurs excédents de production. Elles montrent à quel point les dirigeants occidentaux se trompent en continuant de miser sur les énergies fossiles, de manière stupide, débridée et guerrière aux États-Unis, et avec courdisse en diluant leurs ambitions climatiques sous la pression de l'extrême-droite, de la droite et d'une partie des industriels de ce côté de l'Atlantique. ●



Le Caribou Lounge & Karaoke rue Beaumont à Luxembourg

lettres de noblesse à l'activité. Bien sûr, on ne trouve pas que de chics mineurs endimanchés chez Boom : les sociétés en sont déjà friandes pour leur *team buildings* et les adultes branchouilles aiment aussi y passer et repasser, grâce probablement, aussi, à la proximité du food court GridX qui permet de passer une soirée entière sur place et avec des expériences chaque fois différentes.

Le karaoké branché, justement, a aussi son adresse dans le cœur nocturne de la capitale, à quelques pas du palais grand-ducal : le Dive Bar, ancien Side Bar repris récemment par la famille Sara (Brasserie Guillaume, Osteria, Shinzo et Pas Sage tout proches), où le benjamin Max accueille une population de belles de jour aux lèvres charnues et d'oiseaux de nuits bien connus dans une ambiance moins guindée que d'autres établissements du groupe. Ça parle fort, ça s'esclaffe mais ça chante aussi sévère dès l'apéro passé. Et si les trendsetters locaux, accompagnés de leurs dévoués followers et habitués aux plages de Saint Tropez, aux tables étoilées du Zoute et aux palaces parisiens, trouvent que c'est stylé de chanter à tue-tête, c'est qu'il faut s'y remettre non ? NON ? Quoi qu'il en soit, le phénomène est bien là. Et s'il constitue une sortie créatrice de souvenirs communs légers, dans un contexte actuel qui l'est franchement bien moins, la karaoké pourrait également s'imposer comme une locomotive toute trouvée pour entraîner à nouveau le train d'une autre activité qui manque cruellement aux nuits luxembourgeoises, à savoir se déhancher comme si demain n'existait pas. Car si l'on est fort aise que le monde chante, eh bien n'est-il pas tant qu'il danse à nouveau maintenant... ? ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Fréijoer

IIII Jacques Drescher



De Maiskinnek, deen diedegt,
An d'Mees haust schonn am Nascht.
En Uebstbam blitt; net laang,
Bis och den Aaschtert bascht.

Blo ass den Himmel, a rout
Dem Nopesch-Hunn säi Kamp.
D'wëll Beien si ganz äerdeg;
Am Fernseh quatscht den Trump.

Wat e Gesank! Bal honnert
Stëmmen, déi hell a frou
A staark zu Wuert sech mellen –
Geschwënn och bëselt d'Kou.

Kee Méckeliwen, keng Blumm
Verschount eng Méimaschinn.
't ass Fréijoer zwar, mee d'richt
No Krich nach a Bensinn.

„So viel spielen wie möglich“

IIII Claire Barthelemy

Eva Schockmel ist eine preisgekrönte luxemburgische Gitarristin. Nun lebt und studiert sie in London. Ein Gespräch mit dem Ausnahmetalent



Eva Schockmel:
Live-Auftritte sind
ihre Leidenschaft

Es ist Anfang März, die Sonne scheint in Soho. Wie jedes Jahr legt sich mit den ersten Sonnenstrahlen des Frühjahrs eine gelassene Stimmung über die britische Hauptstadt. Auch Eva Schockmel ist guter Dinge. Die Gitarristin ist gerade aus den Niederlanden zurückgekehrt, wo sie ein Solo-Recital spielte. In wenigen Tagen tritt sie anlässlich des Internationalen Frauentags im Royal College of Music Museum auf. Erst seit vergangenem Herbst lebt sie in der britischen Hauptstadt, fühlt sich hier jedoch bereits sehr wohl.

„Es gefällt mir wirklich sehr gut. Es ist so international, ich habe so viele neue Leute aus der ganzen Welt kennengelernt, und meine Professoren schätze ich sehr“, so Eva Schockmel. „Ich habe schon viel gelernt, seit ich hier bin.“

Die junge Luxemburgerin studiert am Royal College of Music im Masterstudiengang klassische Gitarre, einem zweijährigen Programm mit Schwerpunkt auf Live-Auftritten. Dieser Aspekt ist ihr besonders wichtig, denn Live-Auftritte sind ihre große Leidenschaft. „Ich spiele sehr gern Konzerte, sowohl solo als auch Kammermusik. Ich habe zum Beispiel ein Gitarrenduo und auch ein Gitarrenquartett. Außerdem spiele ich gern mit Orchestern als Solistin – das ist etwas ganz Besonderes. Aufzutreten macht mir einfach sehr viel Spaß.“

Ihren Bachelor absolvierte sie am Conservatorium van Amsterdam, den sie mit der höchstmöglichen Auszeichnung abschloss. Es folgten Auszeichnungen in Schweden, Deutschland und Italien. Die Entscheidung, nach London zu ziehen, war vor allem karrierebedingt.

„Ich wollte mein Netzwerk weiter ausbauen, mehr Leute kennenlernen und noch mehr von anderen Gitarren-Professoren

lernen“, sagt Eva. Seit ihrer Ankunft in Großbritannien hat sie bereits zahlreiche Konzerte in der Hauptstadt gespielt, zuletzt auch in Cambridge mit dem Cambridge Graduate Orchestra.

„Hier gibt es unglaublich viele Möglichkeiten, aufzutreten. In Amsterdam hatte ich durch die Uni ebenfalls viele Auftritte, aber hier ist es noch einmal ein anderes Level. Klassische Gitarrenkonzerte sind hier vielleicht weniger präsent, deshalb ist die Nachfrage größer. Es gibt auch weniger klassische Gitarristen, dadurch haben wir vielleicht mehr Auftrittschancen.“

Unterstützt wird die Gitarristin von der International Guitar Foundation, die Eva Schockmel in diesem Jahr als eine der Preisträgerinnen für ihre „Young Artist Platform“ ausgewählt hat.

Die Stiftung unterstützt studierenden Musikerinnen und Musikern dabei, in ihrer frühen professionellen Laufbahn Fuß zu fassen. Eva hatte sich bereits vor ihrem Umzug beworben, wurde dann zum Vorspiel eingeladen und überzeugte die Jury.

„Wir sind vier Musiker, die dieses Jahr durch die Stiftung Konzerte bekommen. Außerdem gehen wir in Schulen, stellen den Kindern die Gitarre vor und arbeiten mit Komponisten zusammen, deren Stücke wir aufführen. Das war für mich eine großartige Möglichkeit, die Szene hier in London kennenzulernen, was natürlich ideal ist, um hier anzufangen.“

Eva wurde in Luxemburg-Stadt geboren und wuchs in Beles mit ihren Eltern und vier Geschwistern auf. Musik spielt in ihrer Familie eine große Rolle: Alle Geschwister lernten Instrumente, ihre Mutter hörte gerne klassische Gitarrenmusik. Mit sieben Jahren begann Eva, Gitarre zu spielen. Ihre ursprüngliche Motivation lag jedoch nicht im klassischen Bereich.

„Ich wollte immer eine Band gründen und eine Gitarre passt ja ziemlich gut in eine Band. Deshalb habe ich mit klassischer Gitarre angefangen, weil das eine gute Grundlage ist. Und dann bin ich einfach dabei geblieben, weil es mir so gut gefallen hat.“

Mit zehn Jahren lernte sie klassische Perkussion hinzu, ebenfalls mit Blick auf eine mögliche Bandgründung. Heute spielt sie dieses Instrument weiterhin, unter anderem im King's College London Symphony Orchestra. „Ich mache das gerne weiter, auch um weiter Orchester-Auftritte spielen zu können. Als klassische Gitarristin hat man diese Möglichkeit nicht so oft. Deshalb ist es schön, beide Instrumente parallel zu spielen.“

Die Gitarre bleibt jedoch ihre Priorität. Zu ihrem Repertoire gehören unter anderem Werke von Claude Debussy, Maurice Ravel und Johann Sebastian Bach. Besonders gern arrangiert sie Stücke für Gitarre.

„Für Gitarre lassen sich recht einfach Klavierstücke arrangieren, vor allem Solostücke“, erklärt sie. Dabei interessiert sie sich auch für weniger bekannte Komponisten. So beschäftigte sie sich vor vier Jahren, zu Beginn des russischen Angriffskriegs gegen die Ukraine, mit Werken von Mykola Lysenko, einem ukrainischen Komponisten.

Dies war eine bewusste, politische Entscheidung, sagt sie. „Ich wollte die ukrainische Kultur und Musik unterstützen.“ Die Stücke präsentierte sie bei einem Konzert der International Guitar Foundation. Auszüge aus den Werken *Réverie, Op. 13* (1876) und *Romance, Op. 27* (1886) sind auf ihrem Instagram-Account zu hören. Eva Schockmel überzeugt mit beeindruckender Präzision und großem Feingefühl für die melancholische Stimmung der Stücke.

Als Inspiration nennt sie ihre Professoren, darunter Gabriel Bianco in Amsterdam und Gary Ryan sowie Christopher Stell in London. „Ihre Technik und ihre Musikalität inspirieren mich, an meinem eigenen Gitarrenspiel zu arbeiten“, sagt sie.

Außerhalb der Musikwelt findet sie Vorbilder in Menschen, die ihrer Leidenschaft mit voller Hingabe nachgehen. „Das motiviert mich wiederum, meine eigene Arbeit ebenso engagiert fortzuführen.“

Obwohl sie momentan in London lebt, pflegt sie weiterhin enge Verbindung mit dem Festland. Sie tritt weiterhin mit dem Duo Encordé, mit dem sie im Februar in Esch/Azette spielte, sowie dem Pulsar Quartet auf. Beide sind klassische Ensembles, die Eva zusammen mit Freunden in Amsterdam gründete. Was wünscht sich die Gitarristin für die Zukunft?

„Ich spiele sehr gerne Konzerte, deshalb möchte ich darauf aufbauen. In andere Länder zu reisen mit meiner Musik, das gefällt mir sehr gut. Ich spiele gerne allein, mag aber auch das Zusammenzuarbeiten mit anderen Musikern. Auch interdisziplinäre Projekte gefallen mir sehr gut“, so Eva. Sie macht eine kurze Pause, fügt dann lachend hinzu: „Ich will einfach so viel spielen wie möglich.“ ●

Mit zehn Jahren lernte sie klassische Perkussion hinzu, ebenfalls mit Blick auf eine mögliche Bandgründung

Leurs premiers pas

IIII Marianne Brausch

Arthur Delhaye et Robin Bigret au Escher Theater

Quand on aime, on ne compte pas. Danielle Igniti, qui depuis les années 1990 jusqu'à sa retraite en 2019, a dirigé les Deux Galeries de la Ville de Dudelange (Dominique Lang et Nei Licht), où elle a souvent été précurseure et montré des jeunes artistes avant qu'il n'accèdent à la notoriété, se voit confier par la Ville d'Esch trois expositions par an avec l'initiative « Trampoline ». Igniti est effervescente et dit y retrouver un immense plaisir.

Le Théâtre d'Esch était longtemps un lieu artistique important du Sud. Des expositions de peinture étaient accueillies dans le foyer du bâtiment, situé à l'angle de la rue de l'Alzette et de la place de la Résistance (Brillplaz, pour les locaux). Pas toujours du meilleur niveau, elles donnaient aux lieux une aura de modernité durant l'entracte. C'était avant la Kunschthal et le Bridderhaus, avant même la Kulturfabrik qui s'était ouverte en premier aux arts pluriels.

Mais l'année culturelle a été mitigée et il semblerait que les arts visuels soient difficiles à sortir de « l'entre soi ». Mais, pour Danielle Igniti, il n'y a qu'un pas de Dudelange à Esch. On a déjà pu voir en *preview* quelques pièces d'Arthur Delhaye et de Robin Bigret à la dernière Art Week.

Les voici réunis pour la première édition de « Trampoline ». Arthur Delhaye, né à Arlon en 1994, vit à Bruxelles, après des études de dessin à La Cambre. Robin Bigret est né en 1998 à Niedercorn. Sculpteur formé au Royal College of Art, il a choisi de rester vivre à Londres. Mais il sera en résidence au Bridderhaus en juin et juillet, et il n'est pas inutile de souligner que la production pour *The World is a Stage* a été en partie possible grâce au soutien financier de la Ville d'Esch.

Le premier bond de « Trampoline », commence par l'accueil d'une tête pied-de-nez d'Arthur Delhaye. Une sorte de masque de clown blanc, fichée sur un balai, aux organes sensoriels troués (yeux, nez, bouche) et coiffé d'un entonnoir, comme l'étaient les fous au Moyen Âge. On craint un peu le pire, vite déjoué par la suite des autres cinq *Têtes farcies*. Posées sur des socles, comme il est d'usage pour les sculptures en

buste classique. Delhaye représente des têtes, toujours le même modèle. Cela leur sort par tous les trous des yeux et des oreilles. Au sol, une dernière tête a, fiché dans la bouche, un entonnoir, comme une oie gavée.

Travail léger ? Peut-être. Mais on est perturbé par les chapelets de saucisses (parce qu'à vrai dire on pense à des étrons) avalées ou vomies, sur un titre « sérieux » de ce qu'il reste des médias d'information : *Le Monde Diplomatique*. Le mode humoristique doit plaire à Danielle Igniti, connue pour son goût de l'humour belge. La suite proposée par Delhaye montre encore des têtes, mais à peine esquissées. On sent le vrai talent du sculpteur qui sait exprimer un sentiment, une attitude, avec une grande économie de moyens. Elles sont en plâtre, suspendues à des potences, emprisonnées dans des filets comme les kilos d'oranges au supermarché. Une seule est posée sur un plateau comme sur une balance et on se demande si la tête (l'œuvre

est sans titre) est vide ou pleine ? L'équilibre dans l'espace en tout cas est parfait...

Les demi-crânes en céramique de la série *Eat in Your Head* sont des empreintes de cerveaux dans un moulage en creux. Pour l'anecdote, Danielle Igniti raconte que Delhaye y a fait manger ses modèles comme dans un bol à soupe... Bruts à l'extérieur, en céramique vernie à l'intérieur, ces bols humains sont accrochés au mur par une tige métallique. C'est parfaitement réfléchi et réussi.

Robin Bigret, lui, joue-t-il avec la matière et le temps ou se joue-t-il de la matière et du temps ? Sur la face latérale d'un de ses « objets », un cadran d'horloge à l'ancienne (*East Facing No North Branch*), les heures sont marquées par des crochets grossiers en fer, fixés par des vis qui sont sur le pont de céder.

The World is a Stage... Si les œuvres de Robin Bigret ont quelque chose de surréaliste ou d'absurde, c'est quelles découlent d'une approche très personnelle de la réalité temporelle, du travail et du sens des matériaux. Vous cherchez l'habitable de l'horloge ? Il est là, à côté du cadran, posé sur un socle. Prêt, vu le plan descendant que dessine le socle, à laisser le temps s'écouler comme dans

un sablier s'il n'était compacté et durci. Le temps, a rongé ou va ronger une pièce mécanique (aluminium, fer, bronze) disposée dans une vitrine à l'ancienne, comme au musée.

On retrouve les matériaux (métal, polyéthylène, sable compressé), les formes (cercle, balles, crochets) dans les dernières pièces de l'exposition. On dirait des petits cabinets de curiosité.

À ne pas rater : un paysage idyllique, ciel bleu, nuages blancs, sapins et faux gazon sur une face latérale d'une sorte de flipper en miniature. On n'a jamais rencontré Robin Bigret. On peut se demander si ce jeune artiste est un être rêveur mélancolique ou un passionné du travail manuel et industriel, la soudure (son grand-père était ouvrier à l'usine). Il récupère aussi, y compris les bals de golf, réputées comme un jeu chic, à moins qu'elles ne fassent référence à son séjour à l'école à Edimbourg. En tout cas, Robin Bigret donne un nouveau temps aux choses. ●

The World is a Stage d'Arthur Delhaye et de Robin Bigret, curaté par Danielle Igniti, est à voir au foyer, 2^e étage du Escher Theater jusqu'au 30 avril prochain



Dans l'expo *The World is a Stage*



T A B L O

K O N F E R E N Z



Luxemburger in Paris

Am Mittwoch den 16. April findet im Rahmen der 100. Kommunardenfeier ein Konferenzabend mit den Historikern Régis Moes und Théo Di Nino statt. Die Kommunardenfeier geht auf die Pfaffentaler Arbeiterpartei zurück, die ab 1926 einen Umzug zu den Denkmälern von Auguste Joseph Martin und François Sordet organisierte. Zwei Franzosen, die 1873 im Pfaffentaler Zivilhospiz starben und im Siechegronn begraben wurden. Beide beteiligten sich an der Kommune von Paris von 1871, die versuchte, Paris nach sozialistischen Vorstellungen zu verwalten,

und als Räte-demokratie funktionierte. Das politische Experiment dauerte allerdings nur 72 Tage. „Damals lebten nicht wenige Luxemburger in Paris, schätzungsweise 15 bis 20 Tausend“, erklärt Moes dem *Land*. Viele von ihnen arbeiteten dort als Hausangestellte, Schneider, Handwerker oder Kutscher. Und etwa 150 Luxemburger seien im Rahmen der Repressalien gegen die Kommune im Mai 1871 festgenommen worden. Am Mittwochabend soll darüber hinaus über politische Beteiligung von Nicht-Staatsbürgern diskutiert werden, „wenngleich die historischen Verhältnisse gänzlich andere sind“,

präzisiert Moes. Organisiert wird der Abend von der hauptstädtischen LSAP-Sektion und findet im Café Chantal ab 18.30 Uhr statt. Wer die Grabmäler von Martin und Sordet besucht, wird feststellen, dass sie etwas abseits liegen. Denn sie liegen in nicht geweihter Erde; ihre dreieckig-pyramidalen Formen sind zudem an republikanische, laizistische und freimaurische Symbolik angelehnt. SM

LITTERATURE

Poésies du monde

Onze poètes se donnent rendez-vous pour la 19^e



édition du Printemps des poètes qui se tiendra du 17 au 19 avril à Neimënster, au Cercle Cité et à la galerie Simoncini. Le *Land* publie cette semaine un poème de Maddalena Bergamin (Padoue, 1986) en amont de l'événement. Après des études de lettres en Italie, Maddalena Bergamin a obtenu un doctorat en littérature italienne contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne. Son premier recueil de poésie,

Comunque, la pioggia, est paru en 2008 chez Perrone (Rome). Elle vit actuellement à Paris. SM

Qui a dit que c'était le pays de la mer ne sait rien de nos journées sur les rocades du Pô ni des banlieues latines abandonnées rien des heures grises qui nous coupent du soleil il ne sait pas combien elle nous est étrangère cette vie qu'on raconte de nous

(Extrait de *Altrove. Antologia bilingue della poesia italiana in Francia*, Ensemble, 2024. Traduction : Philippe Simon).



Gemeng
Biissen

Administration communale
de Bissen

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
04.05.2026 10 00 heures

Intitulé :
Travaux d'aménagements
extérieurs.

Description :
– Travaux d'aménagements
extérieurs – École fondamentale
de Bissen.

Critères de sélection :
Les conditions minima suivantes
sont requises :
– Effectif minimum en personnel
de l'opérateur économique
occupé dans le métier
concerné : 42 personnes ;
– Chiffre d'affaires annuel
minimum dans le métier
concerné pour le dernier
exercice légalement disponible :
3,6 millions d'euros ;
– Nombre minimal de références
pour des ouvrages analogues et
de même nature : 3 références.
Ces références doivent être
appuyées de certificats de
bonne exécution.

Modalités visite des lieux/réunion
d'information :
La visite des lieux est laissée à
l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier :
Les dossiers doivent être téléchargés
via le Portail des marchés publics
(www.pmp.lu). Les offres établies
sur base des bordereaux qui n'ont

pas été téléchargés à partir du
Portail ne seront pas prises en
considération.

Réception des plis :
Les offres sont à déposer par
l'intermédiaire du Portail des
marchés publics avant la date et
l'heure fixée pour l'ouverture de la
soumission.

Autres informations :
Le début des travaux est prévu
pour le 31 septembre 2026.
La durée des travaux est répartie
comme suit : phase 1 de 158 jours
ouvrables et phase 2 de 250 jours
ouvrables.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2600864

Le collège des bourgmestre
et échevins,
Monsieur David Viaggi,
bourgmestre
Monsieur Roger Saurfeld, échevin
Madame Cindy Barros Dinis,
échevine

LUXTRAM

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
05.05.2026 14.00 heures

Intitulé :
Aménagement du parvis de la
Gare à Luxembourg.

Description :
– Le présent marché concerne les
travaux de réaménagement du
parvis de la Gare à Luxembourg
ainsi que l'élargissement du
quai Tram Sud de la station
« Gare Centrale ». Les travaux
principaux concernent la
déviation provisoire des piétons
et l'installation du barriérage, la
protection et/ou le démontage

des abris de station Tram, quai
sud, le décapage du revêtement
provisoire devant le bâtiment
voyageurs CFL ainsi que la pose
du revêtement définitif dans le
parvis (partie domaine public),
la démolition de la bordure
d'arrière-quai ainsi que les
pavés accolés, les terrassements,
déplacements provisoires des
candélabres et caméras en
service, la réalisation suivant les
plans EXE des revêtements de
quai ainsi que pose
d'une nouvelle bordure
d'arrière-quai, etc...

Conditions d'obtention du dossier :
Les pièces du dossier de
consultation sont téléchargeables
depuis le Portail des marchés
publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les modalités de remise des offres
sont définies dans les pièces du
dossier de consultation. Les offres
peuvent être remises en format
électronique sur le Portail des
marchés publics.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2600828

Ministère de la Mobilité et
des Travaux publics
Administration des bâtiments
publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
07.05.2026 10.00 heures

Intitulé :
Travaux d'échafaudage à exécuter
dans l'intérêt du projet « Ancienne
bibliothèque nationale –
rénovation et transformation ».

Description :
– Fourniture, montage, mise

à disposition et démontage
d'environ 4 800 m²
d'échafaudages de façade.
La durée de mise à disposition
est généralement de 61 semaines
calendaires.

Exigences techniques :
– Classe de charge 4
(>= 300 kg/m²) ;
– Classe de largeur W09
(>= 0,90 m).

La durée des travaux est de
40 jours ouvrables, à débiter au
2^e semestre 2026.
Les travaux sont adjudgés à prix
unitaires.

Critères de sélection :
Toutes les conditions de
participation sont indiquées dans
les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission
peuvent être retirés via le Portail
des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
Les offres sont obligatoirement
et exclusivement à remettre via
le Portail des marchés publics
avant la date et l'heure fixées pour
l'ouverture.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2600826

SNHBM

Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
08.05.2026 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg

Intitulé :
3421_gros-œuvre fermé,
réf. Ae14-7.

Description :
– L'exécution des travaux de
gros-œuvre fermé de
3 immeubles résidentiels
à Luxembourg-Bonnevoie.

Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est
téléchargeable sur le Portail des
marchés publics.

Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant
10.00 heures.

N°. avis complet sur pmp.lu :
2600876



Découvrez chaque vendredi
ce qui fait bouger le pays.

Pour 1€ accédez à notre version
digitale pendant 1 mois.

Faites le test.

www.land.lu
(+352) 48 57 57 . 1



d'LetzebuengerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Antoine Hron (485757-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (485757-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (485757-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48575735; smajerus@land.lu), **Erwan Nonet** (48 57 57 28; enonet@land.lu), **Sarah Pepin** (48575736; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (485757-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (485757-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (485757-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (485757-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (485757-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 485757-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Letzebuenger Land **Instagram** letzebuenger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50€ **Abonnement annuel** 220,00€ **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Perdus dans la forêt

IIII Jeff Schinker

Une fois l’excitation autour des prix littéraires de la rentrée d’automne retombée, une deuxième vague de publications déferle entre janvier et mars sur le marché littéraire français. Plus discrète, moins profuse en grands noms, cette rentrée est souvent riche en découvertes. Une sélection en deux volets

Dans une des innombrables notes de fin d’*Infinite Jest*, qui fête en cette année son trentième anniversaire, est cataloguée la filmographie avant-gardiste du génial et dépressif James Orin Incandenza. Y figure un projet où Incandenza souhaite en finir avec cette aberration qui consiste à discriminer, dans les long-métrages de fiction, entre personnages principaux, secondaires, figurants et autres silhouettes, arguant que dans la vraie vie, une telle distinction n’existe pas. Dans *Les Habitantes*, en lice pour le Livre Inter, Pauline Peyrade va plus loin : dans chaque chapitre de ce roman sur une jeune recluse que sa famille essaie de forcer à vendre la maison familiale dans laquelle elle vit en semi-autarcie avec sa chienne, l’autrice, tel un peintre qui accorderait autant de soin au décor qu’aux êtres portraîtes, met les agissements de ses personnages humains à pied d’égalité avec une nature qui grouille de vie. Là où la plupart des romanciers l’utilisent pour planter le décor avant de se concentrer sur les personnages, Peyrade juxtapose vie humaine, animale et organique dans quelque chose comme une succession de tableaux romanesques où l’intrigue devient vite secondaire. Attractive en théorie et permettant à Peyrade de faire preuve d’une belle maîtrise stylistique, cette tentative de mettre fin par la fiction au caractère soi-disant exceptionnel de l’espèce humaine se révèle dans la pratique une lecture assez rébarbative, qui risque même d’aboutir au constat contraire : à savoir qu’on préfère retourner assez vite aux récits où l’humain est au centre.

Viens Élie, le premier roman de Jonas Sollberger, toujours chez Minuit, prolonge à la fois l’expérimentation stylistique et le souci écologique de Peyrade tout en se montrant plus abordable : au bout d’une phrase qui commence page 12 et qui ne finira jamais, l’on suit le jeune Élie qui, la veille d’un rendez-vous pour son recrutement militaire, se promène avec son oiseau, Moïse, dans la forêt afin de lui faire bénéficier d’un peu de fraîcheur en cette journée de chaleur écrasante. L’oiseau finit par prendre son envol et disparaît, et Élie, déchiré entre la volonté de retrouver son oiseau, dont il a peur que des proies nocturnes se jettent sur lui, et les implorations de sa sœur et de sa mère qui, interrompant cette longue phrase sans ponctuation aucune, selon des ressorts dramatiques plus proches du théâtre que du roman, demandent à Élie de plutôt revenir au foyer familial, où l’attend d’abord le rituel du dîner puis des gâteaux au citron, confectonnés par la mère et qu’il aime tant. Mais rien n’y fait et, à mesure que ce récit au style trompeusement simpliste se gorge de souvenirs – Grand-maman qui a dû aller travailler chez des étrangers après le décès de sa propre mère, le brouillard d’une scène de pique-nique idyllique qui a abouti sur la punition d’Élie et de sa sœur –, à mesure que se développe un jeu de piste intertextuel entamé par une référence à Elfriede Jelinek – la sœur étudie la littérature allemande –, *Viens Élie* se lit comme un de ces contes cruels des frères Grimm, mais un conte à la moralité plus trouble. Car si Élie, refusant d’abandonner Moïse, s’enfonce de plus en plus dans une forêt dont on sent que ses parents lui ont asséné à coups de sermons la dangerosité, ne s’éloigne-t-il pas, en réalité, de ce foyer familial qui recouvre l’imminence d’un danger bien plus réel que celui qu’il est censé rencontrer dans une forêt asséchée par l’entremise des hommes : à savoir une vie orchestrée par ce fameux recrutement militaire, cet horizon qui fera basculer sa vie de jeune adolescent dans la violence ?

La forêt est pareillement au centre du nouveau roman de Jean-Yves Jouannais, limpidement inti-

La littérature offre des sentiers pour traverser la touffeur de l’actualité

tulé *Une forêt*, peut-être en hommage à la chanson de The Cure, où l’on voit le capitaine Jacob Michael Lenz, juriste et ornithologue de formation, débarquer dans la ville de Brême pour faire partie d’un comité de dénazification un peu particulier. En effet, un camp d’entraînement nazi ayant été situé dans la forêt de Hasbruch, il s’avère que le mainate, un des habitants de ladite forêt, s’est mis à imiter le Horst-Wessel-Lied. Pis, il se trouve que le mainate transmet son langage à sa progéniture, de sorte que ce chant nazi « ne saurait s’éteindre, du fait de ces oiseaux, qui l’entonneront de génération en génération » et que, « par ce moyen étrange, il se pourrait que le Troisième Reich, dans au moins une de ces parcelles boisées, dure effectivement mille ans ». Selon l’article 86 du code pénal allemand, le chant du mainate violerait une loi interdisant l’interprétation et la diffusion de chants de propagande hitlériens. Commencent de longues discussions entre les membres de la commission, entre lesquelles Lenz se promène dans une ville en cendres, se liant d’amitié avec Oscar, le fils de l’aubergiste Irma chez qui il loge, s’enivrant régulièrement dans un décor évoquant les paysages apocalyptiques d’un Antoine Volodine. Sauf que le côté surréel vient ici d’une désolation d’après-guerre sinistrement naturaliste, une ville en pièces qui sert de décor à un procès factice qu’on fait à des oiseaux alors même que la dénazification des Allemands est entravée par des processus administratifs lourds et défaillants, comme le constate Lenz quand il voit quelle se fait sur base de sondages envoyés à des gens souvent illettrés et qui, en cas d’une improbable alphabétisation, devraient avoir été peu nombreux à s’auto-

dénoncer en répondant par l’affirmative à un questionnaire sur la nature de leur engagement nazi.

Parlant d’apocalypse naturaliste : dans *Peuple de verre* de l’autrice québécoise Catherine Leroux, d’abord publié chez Alto puis republié aux Éditions de l’Olivier pour un lectorat français, le gouvernement canadien a trouvé une solution pour résoudre les problèmes de logement qui terrassent les villes – une solution face à laquelle il faut s’estimer heureux qu’ils doivent être peu nombreux parmi les dirigeants du gouvernement actuel à lire des romans tant elle pourrait inspirer de mauvaises idées à des gens qui, en réaction à la croissance de la pauvreté au grand-duché, n’ont trouvé d’autre solution que d’interdire la mendicité. En effet, dans *Peuple de verre*, toute personne sans bail de location ou titre de propriété se retrouve enfermée dans un foyer qui n’est autre qu’une prison dont l’existence est pendant longtemps cachée au monde. Enfermée dans un dortoir avec cinq codétenues, la journaliste Sidonie relate son quotidien ainsi que son passé dans le monde extérieur dans des écrits commandités par Régine, sa thérapeute de prison, récit qu’elle tisse de mensonges afin de berner Régine, en qui elle n’a pas confiance, et de pensée magique. Ainsi, elle imagine que dans la cour intérieure de la prison, grandit une forêt et constate, sans qu’on puisse vérifier si elle dit vrai, que la réalité a suivi, un beau matin, son injonction. Peu à peu, alors même que le lecteur sympathise avec cette prisonnière rebelle et récalcitrante, il ne peut que constater son manque de fiabilité, Sidonie ayant certes investigué sur les problèmes de logement terrassant son pays – mais au vu de la lenteur de l’avancée de son investigation, elle aurait, à l’instar d’un Relotius, évoqué et mis en scène une réalité certes bien réelle mais au sujet de laquelle elle manquait à l’époque de preuves, obligeant le lecteur à lire son récit à rebrousse-poil, avec ce sens soupçon qu’on a su développer face aux texte écrit et qui caractérise tant notre époque.

Enfin, dans *106 jours*, Camille Soulène nous donne à lire, sur le mode de la mimésis formelle, les sept carnets de la jeune Alice Azevedo, qui se retrouve enfermée avec ses camarades de classe dans un

abri antiatomique. Ayant débarqué à Orly pour un voyage de classe dont le but serait de leur montrer « l’avion présidentiel », Alice et les siens déchantent vite quand leur maîtresse leur dit, dans ce qui a toutes les tonalités d’un message d’adieu, qu’elle espère qu’ils comprendront pourquoi elle a dû leur mentir. Arrivant donc au Vialar, cet abri souterrain spacieux mais asphyxiant où ils devront mener, voire s’inventer un quotidien coupé de tous, Alice et ses amis s’adapteront à une vie sans adultes, sachant qu’à l’opposé des robinsonnades, à quoi cette survie en huis clos peut s’apparenter, il n’y a plus ni vie en plein air ni l’espoir d’un navire salvateur : ils découvriront bien vite qu’après l’éclosion d’une guerre mondiale qui n’aura duré qu’un jour, le gouvernement aura décidé de « sauver de la catastrophe entre vingt et trente enfants choisis au hasard. » Au contraire de l’univers diégétique de Catherine Leroux, qui n’est pas daté, de sorte que la proximité avec une situation immobilière bien réelle nous rend l’extrapolation dangereusement proche, celle de Camille Soulène est située en 2048. Si il y a vingt ans encore, imaginer une apocalypse à une distance de vingt ans seulement aurait paru exagérément proche, en 2026, imaginer un tel conflit mondial dans 22 ans relève presque de l’optimisme.

Mais si ces cinq romans montrent une chose, c’est que la littérature n’est pas juste là pour nous donner des clés de lecture du réel. Et si le foisonnement de la forêt est emblématique pour quatre de ces cinq œuvres, c’est parce que face à une actualité de moins en moins lisible, la littérature peut nous offrir des sentiers qui traversent sa touffeur, ou alors représenter en l’état le chaos et l’entropie de ce que nous nous sommes construit. Ou, pour le dire avec les mots de Sollberger : « [...] La sœur montre les feuilles à Élie elle dit que ce sont des mots puis elle montre les tiges et dit que ce sont des phrases puis elle montre les branches qui sont des paragraphes et dit que tout se passe en même temps que ça va dans tous les sens qu’on ne peut pas s’en sortir qu’on ne sait même pas par où commencer et en même temps elle essaye de regarder à l’intérieur de la broussaille puis par-dessus et elle dit que c’est comme ça la littérature en langue allemande comme ça et pas autrement ». ●



La forêt, espace quasi mythologique et pourtant menacé – un thème phare de la rentrée littéraire de ce printemps

Sven Becker



land
10.04.2026

Un Combi
Volkswagen
pour une
escapade rue
Tony Neuman,
à Luxembourg

Fun in progress

IIII Benjamin Bottemer

Qu'ils semblent loin les souvenirs de notre enfance : une dent cassée sur une cage à poules, une chute tête la première à deux mètres de hauteur, une descente de toboggan directement dans une flaque de boue... de nos jours, les aires de jeux pour enfants ne sont plus ces lieux un brin sinistres et pas très rassurants pour les parents. Elles sont aussi devenues une vraie source de fierté et d'attractivité pour les communes, premières clientes de la société LuxImaj, basée à Habscht, dans le canton de Capellen. Benjamin Zehren, qui a fondé l'entreprise en 2010, fait défiler sur son écran les réalisations menées ces dernières années. « Au Luxembourg comme ailleurs, il y a un souhait d'originalité, une envie de projets plus qualitatifs, sécurisés et ludiques que par le passé » explique-t-il.

LuxImaj ne construit pas les éléments de ses aires de jeux, commandés à des fabricants européens, mais elle en assure la conception, l'installation et la maintenance. Passerelles en tous sens, tours pouvant atteindre dix mètres de hauteur, jeux d'eau, cubes de plexiglas ornés de motifs multicolores... le choix est vaste dans les catalogues des fournisseurs. La société luxembourgeoise peut également concevoir des structures personnalisées, puis les faire fabriquer spécialement. La tendance : refléter l'identité locale. Sur l'aire de Burmerange, on retrouve la fameuse Maus Kätti, d'après la fable de l'enfant du pays Auguste Liesch ; à Beggen, des gnomes sortant de terre, inspirés de la légende du pain des lutins du Wichtelcher ; la palme

de la création la plus insolite revient sans doute aux tonneaux de vin géants de l'aire de Wormeldange... Même les entreprises s'y mettent : pour le Parc Merveilleux de Bettembourg, LuxImaj a conçu un avion frappé du logo Luxair, un hôpital et des jeux adaptés aux personnes à mobilité réduite pour la Caisse Médico-Complémentaire Mutualiste, ou un labyrinthe agricole pour la banque coopérative Raiffeisen. « L'aspect créatif est très motivant pour nous, on ne s'ennuie jamais ! glisse Benjamin Zehren. C'est le côté fun ; après il y a les chantiers, c'est plus technique ».

En matière de sécurité, il ne faut rien laisser au hasard : aucun cordon d'anorak, aucune tête d'enfant ne doit pouvoir se glisser dans les interstices de ces univers colorés. Pour amortir les chutes, on peut utiliser du bon vieux sable ou des copeaux de bois, très populaires car en accord avec l'identité « écolo » privilégiée par de nombreuses communes (le bois de robinier et ses formes biscornues composent souvent les aires de jeux d'aujourd'hui). Dans le stock de LuxImaj, où des structures et des éléments en kit attendent d'être expédiés sur les chantiers, on trouve également des sacs de billes en caoutchouc EPDM, qui mélangées avec un liant donneront de beaux revêtements, pouvant former des illustrations faites main par les installateurs.

Une surface suffisamment perméable pour éviter la formation de flaques d'eau. « On anticipe au maximum les risques, tout en sachant que cela reste des espaces publics, sous la surveillance des adultes, précise Benjamin Zehren. On fait aussi attention à l'orientation des bancs, pour que les parents puissent toujours garder un œil sur leurs enfants ».

L'activité de LuxImaj s'adapte aux saisons et aux évolutions du marché : on travaille l'automne et l'hiver pour que les aires de jeux en ville soient prêtes au printemps ; l'été, les installateurs s'affairent dans les cours d'école en prévision de la rentrée. L'après-Covid et ses envies de grand air a donné un coup de boost aux commandes, tout comme la multiplication des projets immobiliers, aujourd'hui en berne. « La loi obligeant les crèches privées à avoir des structures aux normes identiques à celles de l'espace public nous a aussi apporté, en son temps, un nouveau marché » indique le chef d'entreprise. Le budget moyen des projets menés par l'entreprise : entre 30 et 50 000 euros, mais le coût peut monter jusqu'à 700 000 euros, comme ce fut le cas pour l'espace géant du Ban de Gasperich. En tout, LuxImaj réalise entre trente et cinquante aires de jeux par an, et est toujours à l'affût des nouvelles tendances. « On propose depuis quelques années des aires de street-workout : le sport en plein air marche très bien » nous explique-t-on. À chacun son truc : tandis que les enfants s'imaginent en seigneurs de leur château fort, les adultes jouent aux rois de la gonflette. ●

SOZIALE MEDIEN

#BamChallenge

René Winkin ganz in Schwarz, mit Spaten in einer



Hand und Baumstamm in der anderen, steht in der Nähe von Grosbous im Wald – dort hat er gerade im Rahmen des #BamChallenge eine Eiche gepflanzt. Und nominiert gleich zwei weitere Kandidaten für die Aktion, „mäi Vizepräsident a grouse Bëschfrënd, de Jean-Louis Schiltz“, sowie den Ex-Wirtschaftsminister Etienne Schneider, aktuell Verwaltungsratsmitglied der Jan de Nul-Gruppe. „Dat wäert scho goen mat iech zwee“,

kommentiert der Fedil-Direktor. Die Nominierten sollen innerhalb von 72 Stunden einen Baum pflanzen, den Vorgang filmen und weitere Teilnehmer zum Mitmachen aufrufen. Seit Herbst macht der #BamChallenge in den sozialen Netzwerken die Runde. In Fischbach pflanzte Großherzog Guillaume, mit Pfadfinderschul, der seinen Rang als Chefscout signalisierte, ebenfalls eine Eiche – unter der Aufsicht

seines Vaters. Der Bürgermeister und CSV-Abgeordnete Charel Weiler zog in Diekirch mit Sonnenbrille in den städtischen Park und pflanzte dort mit Gemeindeangestellten und seinen Schöffenratskollegen einen blätterlosen, nicht identifizierbaren Baum.

Politiker, Privatpersonen und Promis sind am Bäume pflanzen. Altenheime, Feuerwehrvereine und

Immobilienunternehmen machen auch mit. „Der #BamChallenge ist vor allem ein PR-Gag“, meinte ein Sprecher der Stiftung Hëllef fir d'Natur in *L'Essentiel*. Der genaue Ursprung der Aktion ist unklar, als Initiatoren werden die Freiwilligen Feuerwehren in Bayern und Österreich genannt; ihr Ziel sei es, zur Begrünung der Landschaft beizutragen. Politisch fährt René Winkin zweigleisig, er spricht sich für Umweltschutz aus, aber

zugleich auch für eine Verwässerung des Green New Deal der von-der-Leyen-Kommission. Die niedrigschwellig angelegte Baumpflanzaktion war zumindest eindeutig: Winkin hat den Baum gepflanzt. SM

PRINTED IN
LUXEMBOURG